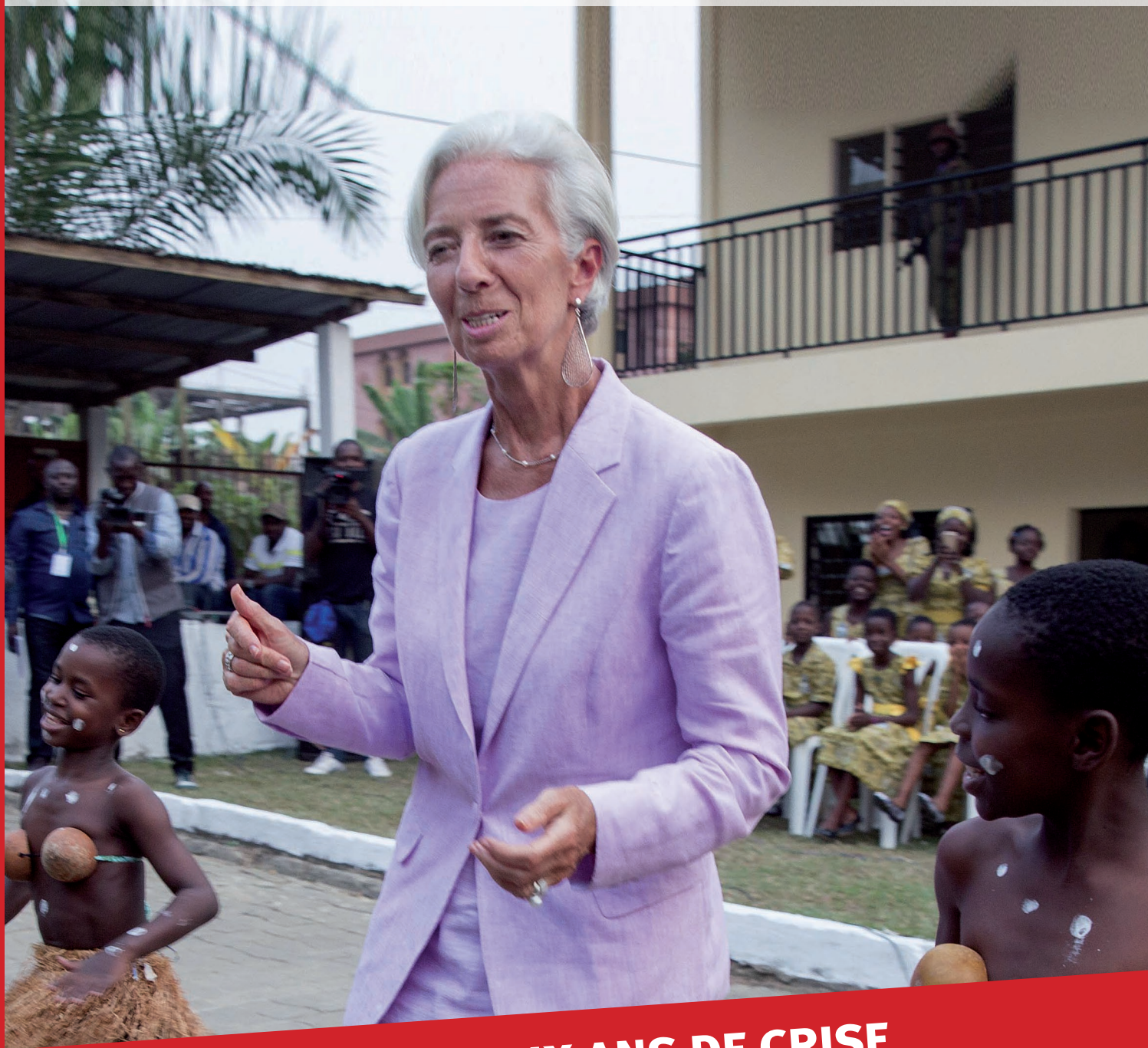


*l'Anti*capitaliste

N°86 | AVRIL 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



2007-2017 : DIX ANS DE CRISE LE CAPITALISME DANSE SUR UN VOLCAN



RUSSIE 1917
« THÈSES D'AVRIL » : LÉNINE (RÉ)ARME
LE PARTI BOLCHEVIQUE



CONGRÈS DE PODEMOS
LA SCISSION ÉVITÉE,
MAIS UNE STRATÉGIE INCHANGÉE



BUMIDOM :
DES ANTILLAIS ET RÉUNIONNAIS
DÉPORTÉS VERS LA MÉTROPOLE

ÉDITORIAL

Régine Vinon Guyane : la révolte d'un peuple **P3**

RUSSIE 1917 : LA RÉVOLUTION

Jean-Philippe Divès Thèses d'avril : Lénine (ré)arme le Parti bolchevique **P4**

ACTUALITÉ

Antoine Rabadan

Ce que Podemos a pu : éviter la scission. Pas réorienter sa stratégie! **P8**

Nadia De Mond En Italie, un mouvement féministe de masse est en marche **P12**

Andrea d'Atri, Celeste Murillo 8 mars : quand la Terre a tremblé **P14**

DOSSIER

Yann Cézard 2007-2017 : dix ans de crise. Le capitalisme danse sur un volcan **P18**

Michel Husson, Henri Wilno «Une crise systémique qui plonge ses racines dans les rapports de production capitalistes» **P20**

François Chesnais, Henri Wilno «La sortie de crise, c'est-à-dire une nouvelle longue phase d'accumulation du capital, ne peut pas se produire» **P22**

Patrick Saurin, Henri Wilno «Le système bancaire apparaît aujourd'hui comme une énorme bombe à retardement» **P24**

Yann Cézard La crise... mais quelle crise? **P26**

REPÈRES

Régine Vinon

Le Bumidom : des Antillais et Réunionnais déportés vers la métropole **P31**

LECTURES

Bertold du Ryon Pourquoi les révolutions «arabes» ont-elles à ce point reculé? **P34**

FOCUS

Guillaume Loïc Violences policières, violence politique **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :

Christine Lagarde, directrice générale du FMI, en visite à Douala (Cameroun) le 9 janvier 2016. Reuters/Stephen Jaffe.

Le 28 mars 2017 à Versailles, aux abords de la Cour administrative d'appel, rassemblement de soutien à Gaël Quirante (ici à droite), secrétaire de SUD Activités postales 92, que la direction de La Poste tente une fois de plus de licencier. Photothèque rouge/Milo.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :

contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Guyane: la révolte d'un peuple

PAR RÉGINE VINON

Il aura fallu une semaine de mouvements sociaux avant que les médias nationaux ne commencent à s'occuper de ce qui se passait en Guyane, qui est si connue de nos élites qu'un Macron peut en parler comme d'une... île. Comme le faisait remarquer un manifestant, «dès qu'il y a une inondation quelque part, on voit accourir un ministre, chez nous, après des jours de révolte, ils nous envoient une délégation bidon.» Mais la grève générale commencée le 27 mars a fait comprendre au gouvernement que c'est du sérieux. Il a donc fini par envoyer deux ministres dans ce lointain département d'outre-mer, situé à 7000 km de la capitale française et surtout connu pour son centre spatial de Kourou.

UN TERRITOIRE DÉLAISSÉ

Cette terre colonisée a un fort lien de dépendance avec la métropole, car la plupart des produits sont importés et vendus très cher, pour le plus grand profit des groupes industriels. La production locale est ainsi tuée dans l'œuf, comme aux Antilles. Les constructions de logements, à côté de bidonvilles, sont en majorité des placements défiscalisants. Les multinationales pillent les richesses du sous-sol, or et diamants, sans aucun bénéfice pour les populations. Conséquences: un taux de chômage à 22%, des salaires très bas, un taux de pauvreté de 44%, des enfants déscolarisés faute de places dans les écoles, des hôpitaux surendettés et en sous-effectif, un coût de la vie nettement plus élevé qu'en métropole. Et là-dessus, l'existence de Kourou, vitrine mondiale de la fusée Ariane, une espèce d'enclave avec des salariés bien payés, mais qui ne s'acquitte pas de la taxe la plus importante, l'octroi de mer, qui sert à financer le territoire! Tant que la fusée décolle, tout va bien, mais c'est maintenant la Guyane qui doit décoller, expliquent les manifestants. Ces prouesses technologiques dans une région à peine desservie par des routes, où beaucoup n'ont pas l'électricité ou d'accès à Internet, montrent bien la façon dont ce territoire et ses habitants sont considérés.

UN PEUPLE SE LÈVE

Comme en Guadeloupe en 2009 durant 44 jours, un peuple entier est en train de se lever en Guyane. Tout d'abord pour des problèmes de sécurité, car la violence, bien réelle, est engendrée par le chômage massif. Cette violence a donné naissance au collectif des «500 frères», dont le porte-parole est un ex-policier et qui a pour principal objectif l'aug-

mentation du nombre de flics et la construction d'une deuxième prison. Puis les mouvements sociaux se sont enchaînés, à EDF dans un premier temps, chez Endel ou encore à la Croix Rouge de Kourou, jusqu'à la grève générale. Ce n'est pas la première fois: en 2008 déjà, le territoire était entré en révolte contre le prix exorbitant de l'essence. Il avait gagné et reçu des aides du gouvernement.

En 2013, Hollande avait promis un «plan d'avenir pour la Guyane», dont la population n'a pas vu la couleur, une promesse enterrée avec les autres. «Nou bon ké sa», «ça suffit!», crient les manifestants. Pour se faire entendre, ils ont choisi la bonne voie: les grèves et les manifestations. Mardi 28 mars a eu lieu la plus grande manifestation jamais organisée sur le territoire, à l'occasion d'une journée morte décrétée par 37 syndicats. 10 000 manifestants à Cayenne, près de 4000 à Saint-Laurent-du-Maroni, les deux principales villes, chiffres qualifiés par la préfecture d'énormes pour ce territoire de 250 000 habitants.



Entre autres revendications, les Guyanais exigent de pouvoir bénéficier de... routes. DR.

La mobilisation populaire s'organise autour de multiples collectifs, constitués d'un bout à l'autre de la Guyane par profession, ville, quartier, et dans la jeunesse. Les revendications sont nombreuses, notamment la construction de cinq lycées, la création de 500 classes primaires, la couverture du réseau téléphonique pour toute la Guyane, des crédits pour la santé, la construction de routes et l'amélioration

de la vie quotidienne de la population.

Lassée des promesses non tenues et de la morgue des dirigeants de la métropole, la population a manifestement décidé de ne pas se laisser endormir par des palabres. De la part des collectifs, on trouve une exigence démocratique bienvenue, le refus des négociations secrètes. Fin mars, les collectifs ont ainsi quitté les discussions à la préfecture car les ministres de l'Intérieur et des Outre-mer refusaient la présence de caméras. «C'est l'avenir de la Guyane qui se joue là-haut, il est hors de question que cela se fasse à huis-clos entre douze personnes et le gouvernement français. Toute la Guyane doit pouvoir assister aux débats et pour cela les médias doivent être présents et les transmettre», a déclaré Manuel Jean-Baptiste, président d'un collectif. C'est comme cela en effet que la population mobilisée peut contrôler son mouvement, ce que disent et font ses représentants.

Le mouvement en Guyane est loin d'être terminé, il nous montre la voie à tous. Car comme l'a souligné Philippe Poutou, «le gouvernement commence à discuter en Guyane parce que les gens se battent». □

« Thèses d'avril » : Lénine (ré)arme le Parti bolchevique

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le 4 avril 1917¹ à Petrograd, Lénine présente ses « Thèses d'avril » devant une assemblée de bolcheviks, de mencheviks et de socialistes indépendants. « Délire, délire d'un dément ! » l'interrompt l'ancien bolchevik Bogdanov. « Lénine s'était porté candidat à un trône mondial, vacant depuis trente ans, celui de Bakounine », écrira plus tard l'encore bolchevik et futur menchevik, Goldenberg.² On assistait en fait à un tournant décisif pour la révolution.

Au bout de cinq journées d'affrontements, l'absolutisme s'est effondré le 27 février, lorsque la garnison de Petrograd a pris le parti des ouvriers et soldats insurgés.³ Le tsar Nicolas II abdique le 3 mars et le même jour, un gouvernement provisoire est investi par la douma, chambre basse du parlement croupion du régime tsariste. A sa tête, le prince Lvov, un grand propriétaire terrien. Parmi les seize ministres, une majorité de « cadets » (membres du parti constitutionnel-démocrate, bourgeois libéral), quelques « octobristes » (partisans d'une monarchie constitutionnelle) et un seul « socialiste », le ministre de la justice Alexandre Kérénski, issu des rangs des « troudeviks » (travailleurs, en référence au Parti du travail, une ancienne scission de droite, légaliste, du Parti socialiste-révolutionnaire – les « SR »).

Dans le même temps s'est reformé – après la première expérience de l'année 1905 – le soviet de Petrograd, un exemple vite suivi ailleurs, en particulier dans les principaux centres industriels. En pleine effervescence révolutionnaire, c'est lui qui détient dans la capitale le pouvoir réel, mais la direction réformatrice (menchevique et SR) qui est solidement installée à sa tête refuse même l'idée de l'exercer un jour : la révolution étant et ne pouvant être que « bourgeoise »⁴, il faut laisser à la bourgeoisie le gouvernement du pays, le soviet devant tout au plus exercer une action de vigilance et de pression, dans le but de garantir qu'il

n'y ait pas de retour en arrière vers l'absolutisme et que les intérêts du peuple soient au moins en partie respectés. Et qu'importe si la révolution victorieuse du 23 au 27 février avait été l'œuvre exclusive des ouvriers et des classes populaires...

Cette attitude est d'autant plus irresponsable que si le gouvernement provisoire dispose de peu de moyens effectifs face à l'irruption des masses, ses membres les plus représentatifs de la faible bourgeoisie russe ont affirmé très tôt leurs objectifs contre-révolutionnaires. Le comité provisoire de la douma, qui donnera naissance au gouvernement provisoire, s'intitule lors de sa formation « comité pour le rétablissement de l'ordre ». Milioukov, ministre des affaires étrangères et dirigeant du parti cadet, affirme qu'il aurait fallu faire tirer sur les insurgés le 27 février. Goutchkov, ministre de la guerre membre du parti octobriste, estime au même moment que « nous avons été vaincus par Pétrograd ».

Quant au général « démocrate » Alexeïev, chef d'état-major des armées depuis août 1915, maintenu à ce poste par le gouvernement provisoire présidé par Lvov – et qui deviendra après Octobre l'un des chefs militaires de la contre-révolution –, il donne le 3 mars l'ordre à ses troupes de « capturer et, dès que possible, assigner devant une cour martiale dont les sentences seront immédiatement exécutoires » les délégations de soldats de Pétrograd qui se rendent sur le front, après que ces derniers aient assuré la victoire de la révolution

démocratique contre l'absolutisme. Mais les velléités contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et de ce qu'il reste de l'appareil d'Etat tsariste peinent à se traduire en actes. Car l'ébullition révolutionnaire a fait que la Russie est devenue, selon le mot de Lénine, « le pays le plus libre du monde ». Si le gouvernement provisoire concède très vite aux masses en révolution de larges réformes démocratiques (y compris le droit de vote pour les femmes, qui l'ont donc obtenu dans ce pays... en même temps que l'ensemble des hommes), il se refuse à prendre toute mesure de réforme sociale, et plus encore à toucher à la question de la propriété : l'ensemble de ces aspects sont renvoyés aux décisions futures d'une assemblée constituante qui sera convoquée plus tard, lorsque des listes électorales fiables auront pu être établies.

Cependant, les travailleurs ne veulent pas attendre. Des grèves éclatent en série pour exiger la journée de huit heures et des augmentations de salaire, qu'en maints endroits elles arrachent. Face aux lock-outs et à la mauvaise volonté patronale, des comités d'usine se forment, s'étendent et imposent le contrôle ouvrier de la production et de l'organisation du travail. A la campagne, face au renvoi à plus tard d'une réforme agraire, les premières émeutes et réquisitions paysannes se produisent – elles se généraliseront à l'été. Sur le front, les positions sont figées : l'armée allemande profite de la nouvelle situation

pour transférer nombre de troupes sur le front occidental, où les combats font rage tandis que les alliés français et britanniques espèrent le renfort

tous les autres courants socialistes –, cette direction maintient cependant une politique indépendante de la bourgeoisie.



Dans une réunion du soviet de Pétrograd, au cours de l'année 1917. DR.

prochain de troupes américaines. Quant aux soldats russes, ils ne veulent plus se battre et demandent à rentrer dans leurs foyers. On voit apparaître les premières désertions de masse, tandis que se multiplient les expressions de fraternisation entre camps opposés.

LE PARTI BOLCHEVIQUE EN MARS 1917

Ce parti avait été extrêmement désorganisé et affaibli par la répression étatique et policière. La majorité des militants s'étaient retirés ou avaient perdu le lien avec les structures clandestines – mais beaucoup reviennent militer après Février – tandis que l'essentiel des cadres se trouvent soit en exil à l'étranger (comme Lénine en Suisse), soit relégués et assignés à résidence en Sibérie, soit en prison.

Lorsqu'éclate la révolution de Février, la direction effective en Russie est assurée par un « bureau russe du comité central » composé d'Alexandre Chliapnikov (un cadre expérimenté, qui deviendra quelques années plus tard le principal dirigeant de l'« Opposition ouvrière »), flanqué de deux jeunes militants, Molotov (futur bras droit de Staline et qui a par ailleurs, suite à une plaisanterie finlandaise, donné son nom au célèbre « cocktail ») et Zasloutsky. A la traîne face aux journées révolutionnaires de Février – comme

Elle tâtonne, n'a pas de ligne et de perspective claires, ne parvient pas à dépasser vraiment la conception selon laquelle la révolution en cours est « bourgeoise », mais n'en dénonce pas moins – dans les premiers numéros de la *Pravda* (« La Vérité ») qui réapparaît début mars – le gouvernement provisoire comme « un gouvernement de capitalistes et de propriétaires fonciers », en réclamant la formation d'un « gouvernement révolutionnaire provisoire » et en appelant le soviet à convoquer une assemblée constituante afin d'instaurer « une république démocratique ». Le 10 mars, elle appelle à transformer la guerre interimpérialiste en une guerre civile qui libérera les peuples du joug des classes dominantes.

Beaucoup change cependant lorsque, le 12 mars, reviennent de leur relégation en Sibérie deux membres du comité central, Léon Kamenev et Joseph Staline, qui prennent alors le contrôle des instances dirigeantes et de l'organe central du parti. Dans la *Pravda* du 15 mars, Kamenev renverse la position adoptée précédemment sur la guerre et se rallie à la position de « défense nationale » partagée, avec des nuances, par le gouvernement provisoire et par la direction réformiste du soviet de Pétrograd : « quand une armée affronte une autre armée, ce serait une proposition inepte que de proposer à

l'une d'elles de déposer les armes et de rentrer chez elle. Ce ne serait pas une politique de paix, mais une politique d'esclavage qu'un peuple libre rejeterait avec dégoût ; il faut « répondre à une balle par la balle, à un obus par l'obus. » Staline, de son côté, approuve le manifeste que le soviet vient d'adopter « pour une paix sans annexions ni compensations ». Cela suppose une politique de pression « pacifique » sur les bourgeoisies et gouvernements impérialistes qui sont en train de s'affronter au prix de millions de morts : « notre slogan est le suivant : faire pression sur le gouvernement provisoire en vue de le contraindre (...) à amener tous les pays belligérants à entamer des pourparlers de paix immédiats (...) Et que chaque homme, jusqu'à cette échéance, reste à son poste de combat. » Et pour que choses soient claires, il précise le 16 mars : « le mot d'ordre "à bas la guerre" est inutile. »

Selon Chliapnikov, ces prises de position sont accueillies avec jubilation au sein du gouvernement provisoire comme à la direction du soviet, tandis qu'une opposition de gauche se lève au sein du parti, notamment dans son bastion ouvrier de la capitale, le district de Vyborg, dont le comité « demande même l'exclusion du parti de Staline et de Kamenev ».

Le 29 mars s'ouvre à Pétrograd la première conférence nationale – depuis le bouleversement de février – des organisations bolcheviques de Russie. La direction du parti y est confrontée, d'une part, à une aile « défensiste » alignée sur la position des mencheviks et des SR, d'autre part, à une forte opposition de gauche. Pour cette dernière, « la révolution russe ne peut obtenir un maximum de libertés démocratiques et de réformes sociales que si elle devient le point de départ d'un mouvement révolutionnaire du prolétariat occidental », pour cela « il faut préparer la lutte contre le gouvernement provisoire », le soviet étant « un embryon de pouvoir révolutionnaire » et la « garde rouge ouvrière » (issue des milices ouvrières constituées durant l'insurrection de février, et au sein desquelles l'influence bolchevique a été prégnante dès le départ) un outil central afin de l'imposer.



Confronté à cette situation, Staline ouvre la conférence en prononçant un rapport qui est politiquement aussi inepte qu'incohérent, typique du « centrisme » hésitant entre réforme et révolution : le gouvernement provisoire « a pris en fait le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Une telle situation a des côtés négatifs et des traits positifs : il nous serait actuellement désavantageux de forcer les événements en accélérant le processus de rupture avec les couches de la bourgeoisie qui doivent inévitablement s'éloigner de nous par la suite. Nous devons absolument gagner du temps en freinant le processus de rupture avec les couches de la moyenne bourgeoisie, pour nous préparer à la lutte contre le gouvernement provisoire (...) Il faut accorder notre soutien au gouvernement provisoire dans la mesure où il consolide les pas en avant de la révolution et considérer le soutien au gouvernement provisoire comme inadmissible dans la mesure où il est contre-révolutionnaire. »

Et d'envisager dans la foule un rapprochement et même une réunification avec la partie des mencheviks se situant « sur une ligne Zimmerwald-Kienthal », c'est-à-dire dans une opposition à la guerre sur une base pacifiste et abstraitement internationaliste, détachée de tout combat pour le renversement révolutionnaire des pouvoirs et intérêts bourgeois impérialistes, ceux-là mêmes qui étaient responsables de la catastrophe imposée aux peuples depuis août 1914.

LE CHOC DES THÈSES D'AVRIL

C'est dans cette situation que le 3 avril, après un long voyage à l'intérieur du « train scellé » des révolutionnaires russes émigrés, notamment à travers l'Allemagne et la ligne de front, Lénine fait son retour à Pétrograd. Des milliers de personnes

l'accueillent dans l'enthousiasme à la gare de Finlande. Chliapnikov, Kamenev et Alexandra Kollontaï sont les principaux dirigeants bolcheviques présents. D'emblée, Lénine tance Kamenev en ironisant sur ses articles dans la *Pravda*.

Président du soviet de Pétrograd, le menchevik Tchkéidzé s'avance et exprime son espoir que « se resserrent les rangs de toute notre démocratie » pour le bien de « notre révolution ». Sans lui accorder de réponse, Lénine se tourne vers la foule venue l'accueillir. Il affirme que la révolution de Février n'a pas résolu les problèmes fondamentaux du prolétariat, que l'on ne peut

mettre à la direction bolchevique mais dont, contrairement à ses demandes, seule la première avait été publiée dans la *Pravda*.

Lénine y réaffirme ses appels précédents à rejeter absolument tout « défensisme révolutionnaire » (c'est-à-dire la poursuite de la guerre au nom d'une défense de la révolution) et à multiplier au front les opérations de fraternisation ; il définit « le moment présent » comme « bourgeois-libéral », signale que cette étape est maintenant terminée et qu'il s'agit d'engager la transition vers une étape socialiste en remettant le pouvoir entre les mains du prolétariat ; il refuse tout soutien

Lénine à son arrivée le 3 avril à la gare de Finlande (reconstitution, auteur inconnu). DR.



s'arrêter à mi-chemin et qu'en alliance avec la masse des soldats, la classe ouvrière doit transformer la révolution démocratique en une révolution prolétarienne socialiste. Avant de conclure : « d'un moment à l'autre, chaque jour, on peut s'attendre à l'écroulement de tout l'impérialisme européen. La révolution russe que vous avez accomplie en a marqué les débuts et a posé les fondements d'une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale ! » Les Thèses d'avril, présentées le lendemain, reprennent et synthétisent des positions contenues dans les cinq « Lettres de loin », écrites au cours du mois de mars, que Lénine avait trans-

mis au gouvernement provisoire, dont il faut préparer le renversement, comme tout rapprochement avec les mencheviks et l'actuelle direction du soviet ; il s'agit de lutter pour « tout le pouvoir aux soviets », pour un gouvernement révolutionnaire et une « république des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet » qui supprimera la police, l'armée et le corps des fonctionnaires, expropriera les banques, garantira le contrôle ouvrier de l'industrie et nationalisera toutes les terres ; tant que les bolcheviks restent minoritaires au sein des soviets, leur tâche est cependant

d'« expliquer patiemment » la situation aux masses, qui se convaincront peu à peu grâce à l'action des bolcheviks et à travers leur propre expérience; enfin, il faut « prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le "centre" » (la tendance « du milieu » de la social-démocratie internationale).

Une grande majorité des cadres bolcheviques accueillent ces positions avec stupeur et consternation. L'ouvrier Semen Kanatchikov⁵, qui avait fait tout le trajet depuis l'Oural pour entendre Lénine, explique qu'il avait été sidéré par ce qu'il considérait alors comme « le caractère irréaliste de ses idées, qui nous semblaient à tous aller bien au-delà de ce qu'il était possible de réaliser. »

Intitulées « Les tâches du prolétariat dans la situation présente », les thèses de Lénine sont publiées dans la *Pravda* le 7 avril. Le lendemain, un article de Kamenev précise qu'elles ne reflètent que « l'opinion personnelle » de Lénine et affirme qu'« en ce qui concerne l'ensemble du plan de Lénine, il nous paraît inacceptable puisqu'il part du principe que la révolution bourgeoise est terminée et escompte la transformation immédiate de cette révolution en une révolution socialiste. »

Après des échecs initiaux, Lénine parvient cependant à retourner le parti avec une rapidité surprenante. Réunie du 14 au 22 avril, la première conférence des organisations bolcheviques de la ville de Pétrograd finit par adopter la plupart de ses positions, par un vote massif de 37 voix contre 3. Le mois suivant, à l'issue de la septième conférence panrusse du POSDR (bolchevique) tenue du 24 au 29 avril, la résolution politique présentée par Lénine est également adoptée, quoique avec une marge plus faible témoignant de la persistance de fortes oppositions – 71 pour, 39 contre et 8 abstentions.

POURQUOI L'A-T-IL EMPORTÉ AUSSI AISÉMENT ?

La plupart des auteurs mettent en avant trois raisons. La première est la force des idées et l'extraordinaire capacité de conviction de Lénine. La seconde, le processus de transformation du Parti bolchevique, qui se

remplit de milliers puis dizaines de milliers de nouveaux militants lesquels, pour beaucoup, ne connaissent pas grand-chose au marxisme (peu leur importe les débats et explications sur la nature de la révolution, ce qu'il est scientifiquement possible ou non réaliser dans l'étape actuelle) et ne veulent qu'une chose : imposer « le pain, la paix, la terre » et pour cela, en découdre avec le gouvernement et les capitalistes.

Une troisième raison a à voir avec l'évolution et la radicalisation brusque de la situation qui intervient précisément au cours de ce mois d'avril. Le ministre cadet des affaires étrangères, Milioukov, avait rédigé une note secrète, destinée aux gouvernements français et britannique, les assurant que non seulement ils pourraient toujours compter sur leur allié russe mais qu'une offensive était en préparation sur le front oriental afin d'aider leur propre effort de guerre. La divulgation de la « note Milioukov » provoque un énorme scandale – et la première crise du gouvernement provisoire. A Pétrograd, des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats en fureur descendent dans la rue. Les 20 puis 21 avril, les manifestations massives tournent à l'émeute et, comme en février, des affrontements sont sanglants. Le processus révolutionnaire a franchi un pas.

DES CONSÉQUENCES DURABLES

Toujours est-il que le Parti bolchevique se trouve maintenant en ordre de marche. Une aile droite (dont Staline s'éloigne précautionneusement, pour se ranger peu à peu derrière Lénine) se maintint toutefois autour de Kamenev, Zinoviev et Rykov. Les deux premiers s'opposèrent – y compris publiquement – à l'insurrection d'Octobre, ce qui amènera Lénine à les traiter de « briseurs de grève » et à demander leur exclusion du parti – qu'il n'obtiendra pas. A l'opposé, la nouvelle ligne aura éventuellement pu encourager le développement au sein du parti de tendances « gauchistes », confondant la perspective politique qui était tracée avec un passage à l'action immédiat, comme on le verra à l'occasion des « journées de Juillet ».

Le tournant représenté par les Thèses d'avril facilite également le rapprochement puis la fusion, fin juillet,

avec Trotsky et les 4000 militants de l'organisations interraysons (au nom officiel de « POSDR internationaliste »). Au-delà de la « thèse » largement répandue⁶ selon laquelle Lénine aurait alors changé de position pour se rallier de fait aux conceptions de la révolution permanente de Trotsky, il faut signaler que les positions sur ce point des deux grands dirigeants de la révolution d'Octobre n'étaient en réalité pas aussi éloignées qu'il pouvait y paraître.

« La révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt, dans la mesure précise de nos forces, des forces du prolétariat conscient et organisé, la voix de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin », écrivait ainsi Lénine dès 1905.⁷ Nul doute que le contexte de la guerre mondiale, qui ouvrait la possibilité de la révolution à l'échelle européenne, donc aussi dans les pays les plus développés, à quoi s'ajoutait toute l'évolution de la situation en Russie même, l'a alors amené à considérer, pour le moins, que le passage d'une étape à l'autre devait être immédiat. □

1 Le 17 avril dans le calendrier occidental, adopté par la Russie au 1er février 1918. Toutes les dates citées correspondent à cet ancien calendrier « julien », antérieur de treize jours à l'actuel calendrier « grégorien ».

2 Les faits sont relatés dans une série de livres, où nombre d'intervenants et leurs écrits sont également cités. Pour cet article, ont été notamment utilisés :

– Edward Hallet Carr, « La révolution bolchevique 1917-1923 », tome 1 « La formation de l'URSS » (Macmillan 1950, trad. Editions de Minuit, 1969) ;

– Alexander Rabinowitch, « Prelude to Revolution – The Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising » (1968, rééd. Midland Book, 1991 – non édité en français) ;

– Marcel Liebman, « Le léninisme sous Lénine », tome 1 « La conquête du pouvoir » (Seuil, 1973) ;

– Orlando Figes, « A People's Tragedy – The Russian Revolution 1891-1924 » (Pimlico, 1996, trad. Denoël, 2007, rééd. Folio Gallimard, 2009) ;

– Lénine, « Œuvres », quatrième édition en français, 45 volumes (Editions sociales, Paris et Editions du progrès, Moscou, publié au cours des années 1970) ;

– Léon Trotsky, « 1905 » suivi de « Bilan et perspectives » (Editions de Minuit, 1969), « Histoire de la révolution russe » (Seuil, 1967).

Les citations sont tirées de l'un ou l'autre de ces ouvrages.

3 Voir Régine Vinon, « Février 1917, le tsarisme s'écroule comme un château de cartes », revue *l'Anticapitaliste* n° 84, février 2017.

4 Voir notre article « Marxistes, populistes, anarchistes... Un mouvement ouvrier révolutionnaire », revue *l'Anticapitaliste* n° 85, mars 2017.

5 Vieux-bolchevik, Kanatchikov a occupé après Octobre d'importants postes de responsabilité. Il a aussi été le premier, en 1924, à écrire un livre de dénonciation des positions de Trotsky. Comme tant d'autres, il a pourtant fini au goulag où il est mort assassiné en 1940.

6 Elle peut notamment s'appuyer sur la dernière lettre écrite avant son suicide et adressée à Trotsky par Alexandre Joffé, le 15 novembre 1927 : « vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905, et Lénine lui aussi l'a reconnu ; je vous ai souvent raconté que je lui avais entendu dire moi-même : en 1905, c'était vous et non lui qui aviez raison. A l'heure de la mort, on ne ment pas et je vous le répète aujourd'hui. »

7 « L'Attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan », 1^{er} septembre 1905.

Ce que Podemos a pu : éviter la scission. Pas réorienter sa stratégie !

PAR ANTOINE RABADAN

La préparation du second congrès de Podemos, tenu du 10 au 12 février 2017, a mis à rude épreuve les nerfs de ceux et celles qui continuent, trois ans après qu'il a fait irruption en bousculant l'échiquier politique espagnol, à mettre leur espoir dans ce parti...

Espoir de sortir de ce cycle paradoxal qui voit un régime en crise, percuté qu'il a été, et de quelle façon, par la révolte indignée de 2011 (le 15M)¹, se survivre par défaut : défaut d'une opposition radicale au sens où elle s'attaque à la racine des choses en travaillant, à la place politique qu'elle a prise par une sorte de délégation implicite du mouvement des places de 2011 en reflux, à articuler une remobilisation des divers secteurs sociaux, contre les mesures austéritaires initiées par les gouvernements successifs de José Luis Zapatero (PSOE, socialistes) et du Parti Populaire (droite) emmené par l'actuel président du gouvernement, Mariano Rajoy.

LA PANNE DU « CHANGEMENT »

Le gouvernement et, pourrait-on dire, comme décroché de lui, la logique même de reproduction somnambule de l'ordre capitaliste continuent leur offensive comme si de rien n'était... Comme si Podemos n'était... Ou presque : l'existence de Podemos reste toujours une épine dans le pied (d'argile) de ce géant, le système. Celui qui, peaufiné par une Transition ayant permis, sur grosso modo une trentaine d'années, une stabilisation démocratique du postfranquisme, sans dommages pour les élites de la dictature, a bâti un bloc historique bourgeois d'alternance gauche/droite ayant conquis une hégémonie politique et culturelle, inaltérable jusqu'au 15M. C'est à l'euphorie, souvent étalée cyniquement, des possédants n'en revenant pas d'avoir gagné aussi aisément, qu'a mis fin le double processus croisé, à l'œuvre aujourd'hui : celui de l'Indignation, certes entré en latence en 2013 mais dont l'effet de déstabilisation politique est toujours là, comme le montre la

crise institutionnelle en cours d'un PP cherchant laborieusement une majorité parlementaire, et celui, en relais, nourri par le premier, de Podemos affichant au contraire, publiquement et avec éclat, ses défis. Malgré leur désynchronisation, les deux ondes de la contestation de l'ordre en place ont suffisamment pu combiner leur puissance d'impact pour casser l'outil ayant permis la consolidation du régime depuis 1978, le bipartisme.

Mais casser n'est évidemment pas construire... Mettre en crise un régime appelle une réponse politique de sortie de cette crise que, dans l'incapacité où le

venue en peu de temps plus inégalitaire que jamais, se reproduit sur ce qui n'est plus que le souvenir évanescant du mirage longtemps prégnant de l'« ascenseur social » et de l'espoir qui l'accompagnait d'une « classe-moyennisation » élargie des couches populaires...

LA CONTINUITÉ DE L'AUSTÉRITÉ

Pour nous en tenir à quelques brèves données récentes fournies, entre autres, par la Banque d'Espagne et Oxfam, relevons que la cure d'austérité appliquée ces dernières années a fait chuter de 16% le revenu moyen alors que 10% de la population concentrent près de 53%



Pablo Iglesias et Iñigo Errejón. DR.

15M s'est trouvé de l'apporter, Podemos, à son tour, n'a pas pu, pas su, pas voulu, en tout cas pas encore, apporter. Contredisant la sémantique de son nom (Nous Pouvons), ce qui se donne à voir comme un « No Podemos » n'est donc qu'une épine dans le pied du géant capitaliste... incapable qu'il est de rien « changer » sur le fond. La société « espagnole », de

de la richesse en bénéficiant, entre autres avantages, d'une fiscalité taillée sur mesure. Le modèle productif actuel, centré sur la spéculation financière et les grands travaux, génère une gigantesque corruption – deux personnes par jour sont aujourd'hui convoquées devant les tribunaux pour ce motif² – dont des juges « mains propres », parfois dans le colli-

mateur de leur hiérarchie, cherchent à démêler l'écheveau où le parti au pouvoir occupe une place centrale. Dans le même temps le marché du travail est moins que jamais un rempart contre la pauvreté.³ Alors que le PIB croît annuellement de 3%⁴, l'OCDE le reconnaît elle-même, la baisse nette du chômage induite (-7,6 points depuis le pic de 2012, à 26,4%, -13,1 points pour les jeunes qui sont tout de même, pour près de 43% d'entre eux, toujours sans travail), se paye, via l'explosion de la précarité, d'une augmentation du nombre des pauvres, passé de 14% à 16% entre 2007 et 2014.⁵ Les salaires, déjà structurellement bas, ont quant à eux baissé de 0,8% en 2016. Particulièrement révélatrice de ces agressions subies par de larges couches de la société, la pauvreté infantile se situe, en 2013, à 23,4%, pour une moyenne de 13,3% dans les pays de l'OCDE! Enfin, sur les huit dernières années, depuis donc le début de la crise, presque un million de personnes ont quitté le pays.⁶

Ce paysage social dévasté par la rapacité des puissants doit être rapporté à un croissant durcissement policier et pénal, avec la mesure phare d'une «loi bâillon» criminalisant les velléités de contestations sociales et parfois, au passage, l'expression libre de quelques journalistes.

ÉCHEC ÉLECTORAL ET DIVISION INTERNE

L'Etat espagnol, cinquième économie de l'UE (14^e au niveau mondial) et second pays le plus inégalitaire de l'UE après Chypre, voilà qui, en somme, situe la lourde responsabilité incombant à Podemos dont la spectaculaire progression électorale est toutefois restée sans débouché politique et génère perplexité, découragement, crispations, parfois aussi l'optimisme incantatoire du «de toute façon, tôt ou tard, nous y arriverons». Un «Nous pourrons» assez dérisoirement compensatoire d'un «Nous pouvons» devenu inopérant... A la législative de juin 2016, le «parti violet» n'a en effet pas pu faire mieux, en renouvelant ses alliances régionales et malgré son unité inédite avec Izquierda Unida (IU), le Front de gauche espagnol, que maintenir son matelas de cinq millions de voix et un total de 71 député-e-s acquis dans l'enthousiasme six mois auparavant.⁸

Le but proclamé de dépasser le PSOE, de devenir la première option de gauche et, ainsi, l'opposition de gauche ouverte au

PP, n'a pas pu être atteint. Le congrès de février dernier (communément désigné Vistalegre 2 en référence au lieu où il s'est tenu) a porté les marques de ce coup d'arrêt inattendu, à travers le clivage tendu ayant éclaté dans le courant majoritaire issu de Vistalegre 1 (2014). Celui-ci avait alors fait le pari qu'en s'attribuant, par la procédure antidémocratique des listes «plancha» (listes bloquées sur scrutin majoritaire), 100% des postes de direction, il se mettait en position idéale pour partir «à l'assaut du ciel».⁹ Mais, dure ironie de l'histoire pour les thuriféraires «podémistes» du supposé réalisme contestataire conquérant de la «machine de guerre électorale», la reproduction en leur sein des tares hégémonistes du système les aura exposés à participer de la crise de celui-ci: l'unité aux forceps de l'instant se sera confirmée être, en un délirant psychodrame comme dans le premier PSOE venu, une unité de division du lendemain ou du surlendemain!

VISTALEGRE 2: MISSION EXORCISER LE RISQUE DE SCISSION

Les médias espagnols et internationaux ont largement abordé, le plus souvent sans interroger ses significations profondes, cette crise opposant de façon de plus en plus agressive, jusqu'à la veille du congrès, les deux figures les plus emblématiques du parti, le secrétaire général, Pablo Iglesias, et son ami de treize ans, «numéro 2», secrétaire politique et «idéologue» du parti, Iñigo Errejón, porte-parole aussi des député-e-s. Cette fracturation politique à la tête de l'organisation a fortement déstabilisé de haut en bas, le spectre de la scission a même été brandi: un accrochage verbal entre les deux protagonistes sur les bancs mêmes du Congrès des député-e-s, évidemment très largement médiatisé, a tellement semblé cristalliser le risque d'avoir atteint le point de non-retour que, dès l'ouverture de Vistalegre 2, il a été évident pour les congressistes qu'il fallait envoyer le message de la nécessité de l'«unité et l'humilité», mots scandés régulièrement lors des interventions des divers orateurs et repris au bond par l'ensemble de ceux et celles-ci.

C'est, au demeurant le seul poids réel que ces délégué-e-s auront pu déployer dans un congrès, statutairement mais de fait paradoxalement désigné «Assemblée Citoyenne». Le paradoxe tenant au verrouillage politique, évitant les débats d'orientation, qui a caractérisé l'organi-

sation de ces journées comme d'ailleurs les procédures de votes (voir la modalité de vote par points avantageant grossièrement la liste de Pablo Iglesias et donnant prétexte aux ultralibéraux de Libertad Digital pour disséquer avec gourmandise l'antidémocratie podémite.¹⁰

L'un des connaisseurs, certes parmi les plus sévères, de Podemos résume en un terme cinglant et quelques lignes fulgurantes le fond de l'affaire: «bonapartisme» (en référence directe au concept de Marx). Le titre de l'article, «Pablo Bonaparte: la confirmation»¹¹, dit bien de qui il s'agit et surtout, par-delà la réélection triomphale à 89% d'un «chef» (obtenant plus de 50% sur les divers documents soumis aux votes, contre une moyenne de 34% pour les errejonistes et de 10% pour les anticapitalistes, et bénéficiant d'une majorité de 60% à la direction du parti) que l'on croyait près d'être désavoué, de quoi il s'agit: la réaffirmation «grand spectacle» d'un leadership mis au service d'une neutralisation de toute perspective de penser sérieusement une sortie de la crise interne par l'élaboration d'une alternative, tant sur le plan organisationnel que sur le terrain proprement politique.

Ce faisant, il ne fut pas possible de se pencher, d'une part, sur le refus d'avoir même commencé, depuis Vistalegre 1, à construire un parti radicalement contestataire de masse, largement et démocratiquement ouvert à ses bases, les cercles, mais aussi au-delà de son périmètre organisationnel¹² et, d'autre part, sur la décision, induite par ce refus, de s'enfermer dans une autoconstruction, celle d'une direction polarisée par un Bonaparte et que les masses n'auraient qu'à adouber. A ce jeu substitutiste, la base militante a tendu à fondre, la dynamique des cercles à s'éteindre ou à fonctionner en demi-teinte.

«Ce sont 150 000 personnes sur un total d'environ 500 000 [457 676 exactement] qui ont participé aux votes, 150 000 personnes à qui l'on a demandé de faire l'effort de s'asseoir 10 minutes devant un ordinateur [le vote s'est fait par internet]. Pablo Iglesias a obtenu environ 120 000 voix, à peine plus que ce qu'il avait obtenu à Vistalegre 1 (...) Ce sont des chiffres ridicules si on les compare au degré de participation qui avait caractérisé le 15M [au cours du-



quel entre un et 2,5 millions de personnes s'étaient impliquées activement]. Mais le paradoxe le plus significatif vient de ces cinq millions d'électeurs qui choisissent Podemos». ¹³ Qui choisissent Podemos mais «tout simplement car il n'y a pas d'autre alternative» ¹⁴, attitude minimaliste qui n'est pas de nature à embrayer sur l'engagement dans une démarche offensive de définition collective des réponses politiques dont le parti serait le dynamiseur et le mouvement social l'acteur, le second aiguillonnant le développement du premier.

Sur l'enracinement militant de Podemos, en l'absence d'une enquête exhaustive au niveau national et donc en prenant les précautions d'usage, on peut, à partir du sondage réalisé par Podemos Madrid sur ses adhérents, cerner des lignes forces de la vie des cercles de base ¹⁵. Il en ressort que les adhésions ont décliné régulièrement à partir du premier congrès de 2014, qui aurait au contraire pu (et le cas échéant, dû) constituer une impulsion pour l'élargissement de la base militante. Pour ceux et celles qui continuent à militer, les deux motivations dominant de façon écrasante (à plus de 80%) sont le lien qu'ils voient entre le parti et l'esprit de l'Indignation et, recoupant partiellement ce point de vue, la perception que ledit parti soit différent des autres.

Visiblement le noyau dur des adhérents compte encore sur Podemos pour faire la différence avec l'existant, à rapporter peut-être au poids important des Anticapitalistas sur Madrid, mais n'arrive pas à être massivement attractif pour toute une frange radicalisée issue du 15M qui est peu encline à adhérer et à entrer dans les procédures internes d'un parti au fonctionnement extrêmement vertical et à l'orientation par trop électoraliste. Cependant on constate que, malgré l'expression forte d'une conscience large d'appartenir à un parti «différent» du système, la participation militante régulière à la vie des cercles de base est très faible: elle ne concerne que 10% des sondé-e-s, près de 80% déclarant n'avoir jamais collé d'affiches, et 84% n'avoir jamais participé à l'organisation de réunions, activités ou campagnes électorales. Etonnons-nous que certain-e-s, engagé-e-s dans diverses mobilisations associatives, comme la solidarité avec

les migrant-e-s, décrètent sèchement, comme en un reproche d'inspiration «quincemayista» (15Miste!) forçant le trait, que «Podemos n'est pas une organisation militante» ¹⁶.

SANS VRAI BILAN, VERS QUELLE PERSPECTIVE ?

Ces éléments organisationnels et la victoire personnelle de Pablo Iglesias au congrès, qui avait mis dans la balance sa démission du secrétariat général si son orientation n'était pas majoritaire, ne doivent pas faire oublier le fond politique des choses: la conservation du cap mis sur une alliance de gouvernement avec le PSOE dans l'espoir que Pedro Sánchez, son secrétaire général démis en octobre dernier par la droite du parti, reprenne, à la primaire bientôt organisée pour désigner le prochain secrétaire général, les rênes de la direction et mette en œuvre, comme il l'a promis, ce qu'il avait refusé au premier semestre 2016: un gouvernement de coalition des gauches, avec les seuls Podemos et alliés de Unidos Podemos.

Pratiquement passée sous silence dans les débats podémistes de pré-congrès et pendant le congrès, l'affirmation de cette option, certes plus suggérée que relancée aujourd'hui ouvertement par Pablo Iglesias, de toute évidence pour ne pas gêner l'action de Pedro Sánchez, est symptomatique de la latitude politique que le dirigeant podémite s'accorde, conformément au demeurant à ce que les votes lui ont reconnu, pour infléchir l'orientation, selon son bon vouloir, sur des voies non débattues collectivement et démocratiquement. En acceptant même désormais, semble-t-il, d'ouvrir à droite vers Ciudadanos, le «Podemos de droite» ¹⁷. Perspective que, contre l'avis déjà de Iñigo Errejón, il avait vivement refusée à Pedro Sánchez lors de sa tentative d'établir, au premier semestre de l'an passé, un gouvernement «alternatif» à celui du PP, en permettant ainsi à Mariano Rajoy de se maintenir, sans majorité absolue, à la tête du gouvernement. Où l'on constate que, malgré les divergences entre populistes de gauche sur la nécessité, pour l'un, de commencer par rassembler les partis à la gauche du PSOE (Pablo Iglesias), pour l'autre, d'engager un rassemblement transversal aux partis, s'adressant directement aux gens, à ceux et celles, de gauche ou de droite, dans ou hors partis, qui manquent encore à l'appel («los que faltan») (Iñigo Errejón), il y a totale identité de vue entre

eux sur l'essentiel. A savoir la démarche foncièrement institutionnelle de devoir déboucher sur une alliance soit avec le PSOE supposément rendu à la gauche par Pedro Sánchez, soit avec la scission qui résulterait éventuellement de l'échec de celui-ci, voire, mathématique électoraliste oblige, en modulant en complément un rapprochement avec Ciudadanos.

PODEMOS, SYRIZA, BLOCO DE ESQUERDA

Oublieux de ce qu'il est advenu, en Grèce, d'une gauche radicale, qu'il a par ailleurs toujours soutenue, démontrant qu'il n'est pas nécessaire de s'allier aux socialistes pour renier une orientation prétendant rompre avec l'ordre social injuste, Pablo Iglesias pourrait objecter à ses critiques que l'alliance de ses voisins portugais du Bloco de Esquerda avec le PSP (et le PCP ainsi que les Verts) a trouvé la solution à la quadrature de gauche du cercle du respect des contraintes européennes si lourdes tant dans l'Etat espagnol qu'au Portugal.

Ce serait passer sous silence que, à la différence de ce qu'il propose, le Bloco de Esquerda ne participe pas à ce qui est le «gouvernement d'un parti du centre, le Parti Socialiste» et s'en tient à un soutien parlementaire conditionnel à partir d'un «compromis pour l'augmentation des salaires et des retraites, pour l'arrêt du processus de privatisations et pour refuser la hausse des impôts sur l'emploi, directs et indirects». Très clairement ce compromis, qui perdure, ne règle rien de ce qui reste la pierre de touche d'une authentique politique de rupture, la clarté sur l'annulation de la dette, le rejet de toutes les pressions du capital financier et la disposition «à prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour cela, y compris sortir de l'euro si c'est l'unique solution qui reste» ¹⁸.

Ce n'est pas le lieu ici de débattre de l'orientation du Bloco de Esquerda axé sur un compromis «conditionné» qui serait compatible avec la contestation de l'ordre capitaliste, et dont on pourrait interroger la contribution à faciliter les prémices de la mobilisation sociale incontournable pour mener à bien cette contestation. On notera seulement que le cas du Portugal ne crédibilise guère le projet iglésiste et errejoniste, délibérément réformiste, d'accord de gouvernement, nous disons bien de gouvernement, avec des partis dont il est évident qu'ils n'ont aucune intention de se confronter «radicalement» au système,

tant sur le plan « national » que sur celui de l'UE.

Tout ceci permet de relativiser, par ailleurs, la récupération faite par Pablo Iglesias, pour gagner son congrès, de la nécessité de recourir aux mobilisations de rue pour sortir le parti de ce qu'il reconnaît avoir été une dérive institutionnelle portée par ses élu-e-s au parlement. A l'opposé de sa condamnation sans appel en juillet 2016 des incantatoires croyances gauchistes¹⁹ que la rue pouvait changer les choses, le revoilà activiste de terrain allant même jusqu'à organiser le 25 mars une marche contre la « trame », le nouveau slogan substituant la célèbre, mais plus trop opérationnelle, « caste », et pour...la « grève générale » !²⁰

La lecture du document d'orientation²¹ qu'il a soumis au vote du congrès, convoquant significativement dans son titre (Plan 2020) la date des prochaines élections générales, ne laisse cependant guère de doute : 1/ sur la fenêtre d'opportunité que la référence aux mobilisations sociales constitue pour, à peu de frais, se démarquer à gauche (en se rapprochant des anticapitalistes) et mar-

donner pour sortir de tout ce qui, malgré des avancées obtenues, freine les possibilités d'avoir une représentation dans les instances correspondant à leur poids réel sur le territoire de l'Etat espagnol. Le récent camouflet parlementaire infligé au gouvernement sur sa réforme, mise en orbite par l'UE, libéralisant l'embauche des dockers, comme effet de leur lutte avec la menace de basculer dans la grève de tout le secteur²³, augure peut-être d'un réchauffement, et plus, de la conflictualité sociale, cette fois ancrée sur les lieux de travail. Le tout sur fond de préparation de la grande Marche de la Dignité du 27 mai à Madrid.²⁴

Voilà qui pourrait permettre aux anticapitalistes d'avancer leurs pions stratégiques de transformation de Podemos en ce parti-mouvement, vecteur d'un recentrement social de l'orientation politique qu'ils appellent de leurs vœux, mais que Pablo Iglesias a rhétoriquement instrumentalisé pour gagner la majorité au congrès. Au vu des contre-tendances institutionnalistes existant à la direction du parti, la tâche s'annonce ardue. Nous y reviendrons plus en détail prochainement en nous penchant en parti-



Durant le deuxième congrès (« assemblée citoyenne » de Podemos, du 10 au 12 février 2017. DR.

quer par là à droite des errejonistes goûtant peu ce « gauchisme » ; 2/ sur la primauté totale qui demeure, dans la dialectique revendiquée du Parlement et de la Rue, au premier !

EVITER QUE VISTALEGRE 2 NE SOIT UN REMAKE DE VISTALEGRE 1

Le congrès de Vistalegre 2 nous amène à persister dans l'idée qu'il y a urgence à réorienter un Podemos tendant décidément à se « izquierdauniser » (à reproduire l'institutionnalisme stérile de l'union des gauches porté historiquement par son récent allié, IU).²² Beaucoup dépendra de l'espace que nos camarades d'Anticapitalistas pourront se

culier sur ce qui, malgré les contraintes terribles de l'austérité et de certaines limitations politiques des protagonistes, aurait tendance à mettre en porte-à-faux le centralisme/verticalisme, toujours présent bien que reformulé par Vistalegre 2, de la direction désormais univoquement iglésiste de Podemos : les périphéries, peu portées à se soumettre à quelque centre que ce soit, constituées par les « municipalités du changement » ou les « autonomies » en quête de leur souveraineté nationale (Catalogne, Euskadi...) et/ou organisationnelle (Podemos Andalousie). Ou encore les cercles et les conseils citoyens locaux actifs ! □

- 1 « Et l'indignation retentit dans l'Etat espagnol... », revue l'Anticapitaliste n° 70, novembre 2015, <https://npa2009.org/idees/international/et-indignation-retentit-dans-letat-espagnol>
- 2 « Casos procesados al día por corrupción política en España », El País, 16 mars 2017, http://politica.elpais.com/politica/2017/03/16/actualidad/1489665383_786976.html
- 3 « Vistalegre, entre el monte y el llano », El Diario.es, 02 février 2017, http://www.eldiario.es/tribunaabierta/Vistalegre-monte-llano_6_608299188.html
- 4 « La OCDE alerta de que la pobreza ha crecido "por la falta de empleo de calidad" », El País, 14 mars 2017, http://economia.elpais.com/economia/2017/03/14/actualidad/1489484563_440246.html
- 5 « Los salarios sufren la mayor caída desde el comienzo de la recuperación », El Confidencial, 16 mars 2017, http://www.elconfidencial.com/economia/2017-03-16/salarios-enquesta-convenios-indemnizaciones-despidos-hora-trabajada-ine-contratos-temporal-tiempo-parcial_1349860/
- 6 « Un millón de españoles se ha ido vivir al extranjero desde el inicio de la crisis », Publico, 15 mars 2017, <http://www.publico.es/actualidad/millon-espanoles-extranjero-crisis.html>
- 7 Juan Manuel Bustamante, « "Nahuel" / Activista anarquista. "Le perdí el miedo a la cárcel" », cxtx, 15 mars 2017, <http://cxtx.es/es/20170315/Politica/11593/Nahuel-Juan-Manuel-Bustamante-Carcel-Esteban-Ord%C3%B3nez-libertad.htm>
- 8 « L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une réorientation », Contretemps, 26 juillet 2016, <http://www.contretemps.eu/lechech-de-podemos-et-de-ses-allies-de-lurgence-dune-reorientation/>
- 9 « Podemos, ou l'art de "prendre d'assaut le ciel" par les élections », revue l'Anticapitaliste n° 70, novembre 2015, <https://npa2009.org/idees/international/podemos-ou-lart-de-prendre-dassaut-le-ciel-par-les-elections>
- 10 « Así es el sistema de votación que Echenique diseñó para garantizar la victoria "pablista" », <http://www.libertaddigital.com/espana/politica/2017-02-12/como-es-el-sistema-de-votacion-que-iglesias-creo-que-le-asegura-la-victoria-1276592548/>. Voir aussi « El sistema de elección de la dirección de Podemos en Vistalegre 2 benefició a Iglesias », El País, 16 février 2017, http://politica.elpais.com/politica/2017/02/15/actualidad/1487148544_377197.html
- 11 « Pablo Bonaparte: confirmación », cxtx, 13 février 2017, <http://cxtx.es/es/20170208/Firmas/11080/Vistalegre-Pablo-Iglesias-I%C3%B1igo-Errejon-cesarismo-Emmanuel-Rodríguez.htm>
- 12 « Cierre de Vistalegre II. Nada de poder para los círculos », cxtx, 12 février 2017, <http://cxtx.es/es/20170208/Politica/11071/vistalegre-2-podemos-iglesias-errejon.htm>
- 13 « Pablo Bonaparte: confirmación... », voir note 11.
- 14 Ibid.
- 15 « El 80% de inscritos en Podemos Madrid no ha militado nunca en otro partido », www.cuartopoder.es/deidayvuelta/2017/03/15/80-los-inscritos-podemos-madrid-no-ha-militado-nunca-partido/13138
- 16 « Etat espagnol : "Nous voulons accueillir" » (NPA), 19 mars 2017, <https://npa2009.org/arguments/international/etat-espagnol-nous-voulons-accueillir>
- 17 « UP baraja la posibilidad de un gobierno con el PSOE y C's para desalojar al PP », www.cuartopoder.es/deidayvuelta/2017/03/14/up-baraja-la-posibilidad-de-un-gobierno-con-el-psoe-y-cs-para-desalojar-al-pp/13167
- 18 « Portugal et Europe. Lutter pour des solutions face à la dette et à l'euro », Francisco Louça, 16 février 2016, <http://www.cadtm.org/Lutter-pour-des-solutions-face-a>
- 19 « Etat espagnol : L'impasse politique. C'est par où la sortie ? », revue l'Anticapitaliste n° 79, septembre 2016, <https://npa2009.org/idees/international/etat-espagnol-limpasse-politique-cest-par-ou-la-sortie>
- 20 « Podemos prepara una marcha el 25M contra la "trama" y rumbo a la huelga general », El Confidencial, 9 mars 2017, http://www.elconfidencial.com/espana/2017-03-19/podemos-manifestaciones-trama-huelga-general_1350355/
- 21 « Plan 2020, ganar al Partido Popular, gobernar España, construir derechos », http://podemosparatodos.info/wp-content/uploads/2017/02/PPT_Documento_politico.pdf
- 22 « L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une réorientation », voir note 8.
- 23 « El Gobierno sufre una derrota histórica por el decreto de la estiba », www.eldiario.es/economia/Congreso-recuerda-Gobierno-derrotado-absoluta_0_622937841.html
- 24 « Las Marchas de la Dignidad preparan su vuelta a Madrid el 27 de Mayo », Rebelión, 16 mars 2017, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=224149>

En Italie, un mouvement féministe de masse est en marche

PAR NADIA DE MOND

« Pour la première fois depuis des années, il existe des éléments qui permettent d'espérer le développement d'un nouveau mouvement féministe, à l'échelle nationale mais aussi mondiale », disait un article de notre dernier numéro, qui signalait ensuite qu'après « le succès des marches des femmes du 21 janvier aux Etats-Unis (...) la prochaine étape sera celle du 8 mars 2017. »¹ Cette échéance a été un succès spectaculaire en Argentine et dans d'autres pays d'Amérique latine. Mais le renouveau d'un mouvement féministe touche également l'Europe et notamment l'Italie, thème de l'article ci-dessous qui a été écrit – avant le 8 mars – pour le bimestriel de la LCR de Belgique, « La Gauche ». ²

Depuis désormais plus de trois mois un nouveau mouvement féministe, qui surprend par son ampleur, sa composition et sa radicalité, a fait irruption sur la scène italienne. Les premiers signes de la maturation d'une nouvelle génération féministe, avec ses propres codes d'expression et sa propre sensibilité politique, étaient déjà visibles ces deux dernières années dans les initiatives italiennes, notamment à Rome, pour le plein exercice du droit à l'avortement – prévu par la Loi 194 mais non garanti dans la pratique des hôpitaux à cause de la présence croissante des « objecteurs de conscience » – et en solidarité avec les luttes des femmes espagnoles contre le projet de loi anti-avortement du ministre Gallardon.

Cette fois aussi, l'inspiration est venue des mobilisations féministes internationales contre la violence machiste dans de nombreux pays latino-américains, pour l'égalité salariale en Islande et pour l'avortement en Pologne, qui ont encouragé l'envie de réagir à une situation de violence structurelle envers les femmes qui caractérise ce pays et dont l'assassinat d'une femme par un fiancé, un mari ou un ex n'est que la pointe de l'iceberg.

Ainsi, de la confluence des pratiques des collectifs de jeunes féministes et de l'expérience de centres antiviolence, gérés par les femmes, est né un appel à la mobilisation nationale, à l'occasion de la journée du 25 novembre, conçue comme le début d'un processus de réflexion et d'action qui s'en prend à

toutes les formes de violences structurelles envers les femmes. L'appel, rédigé à Rome sous le nom *Non Una di Meno* (Pas une [seule femme] en moins), a été accueilli avec enthousiasme et dans plusieurs villes des assemblées locales se sont autoconvoquées pour préparer la manifestation. Contrairement au passé ces rendez-vous, parfois à l'initiative de nouveaux collectifs de jeunes féministes ou de groupes informels, souvent liés aux espaces occupés, qui se sont adressés à tout le monde à travers les médias sociaux, ont connu un grand succès.

150 000 FEMMES DANS LES RUES DE ROME

Samedi 26 novembre, au moins 150 000 femmes, LGBTIQ et un certain nombre de (jeunes) hommes solidaires sont descendus dans la rue en formant une marée colorée, joyeuse et irrépressible qui a envahi le centre de Rome. Cette manifestation, pleine d'énergie et de volonté de bouleverser le monde, auto-organisée, sans le support des structures traditionnelles de la gauche, s'est déroulée dans un esprit unitaire, inclusif des instances antiracistes, antipatriarcales et LGBTIQ.

Il s'agit d'un mouvement qui est certainement hostile aux gouvernements du Parti démocrate (Renzi d'abord et Gentiloni ensuite) à cause de leurs attaques contre la santé publique, les conditions de vie des travailleuses et des précaires, l'autodétermination des femmes en matière reproductive (voir la promotion du « Fertility Day » par la ministre de la

santé, Beatrice Lorenzin) ; à cause aussi de la suspension des financements pour les centres antiviolence et d'une politique migratoire qui, dans les faits, est punitive et interdit aux nouveaux et nouvelles arrivés-e-s une vie digne sur notre territoire. Mais en même temps, il ne se reconnaît dans aucune autre force politique ou syndicale établie.

Cette manifestation, dont le succès a dépassé toutes les attentes, a été suivie d'une journée d'élaboration des contenus de la protestation, avec une assemblée nationale, articulée en huit tables rondes (chacune d'environ 200 personnes provenant de tout le pays), qui se sont penchées sur les différents aspects de la violence (hétéro)patriarcale : du cadre juridico-légal à la violence économique, au travail et dans la protection sociale ; de l'éducation sexiste à l'école aux médias ; de l'accompagnement féministe pour sortir de la violence au plan de santé sexuelle et reproductive ; de la double ou triple violence que vivent les femmes immigrées au sexisme dans les mouvements sociaux. Cette élaboration mènera à l'écriture d'un plan féministe antiviolence, partant d'en bas, en contraste avec celui qui est en préparation de la part du gouvernement et qui sera présenté en juin.

REFUSER LES COMPORTEMENTS DE GENRE IMPOSÉS

Pendant ce temps, « Non Una di Meno » a fait sien l'appel du « Ni Una Menos » argentin à une grève internationale des femmes à l'occasion du prochain 8 mars. Une journée dans laquelle nous

proclamerons: «si nos vies ne valent rien, nous nous arrêtons». Nous ne produisons pas, nous ne soignons pas, nous ne consommons pas, nous «faisons grève» en refusant les comportements de genre imposés.

Galvanisé par la manifestation gigantesque au cours de laquelle des milliers

cours et discuter de la violence et de l'oppression des femmes.

Ensuite, on se donnera rendez-vous à la fin de l'après-midi sur les places centrales de toutes les villes, où l'on créera des connexions nationales et internationales entre manifestantes, pour conclure dans quelques villes, en soi-

férence, dans les collectifs d'étudiantes et dans les espaces occupés, qui se réfèrent à la construction d'une société libérée du machisme, du racisme, de l'homo-lesbo-transphobie, et qui dépasse les logiques du marché capitaliste.

Il se sent partie prenante d'une marée – sera-ce la fameuse troisième vague?



Manifestation à Rome, le 26 novembre 2016. DR.

de jeunes femmes – et hommes – sont descendues dans la rue pour la première fois, le mouvement s'est encore élargi en s'articulant dans des assemblées par ville qui travaillent dans l'optique soit d'approfondir les thèmes de tables rondes nationales, soit de préparer concrètement la grève des femmes du prochain 8 mars, chacune sur son territoire.

Une deuxième assemblée nationale qui vient de se conclure à Bologne le week-end dernier a défini la plateforme – résultat de discussions approfondies dans les tables rondes – et les modalités de la grève: choix d'endroits symboliques pour réaliser des flash mobs, soutien aux travailleuses précaires ou soumises au chantage du patron à travers des «actions de trouble» (qui dérangent le déroulement du service ou de la production), choix d'un symbole unique – les couleurs noir et fuchsia et les poupées russes – à exposer à la fenêtre ou à porter pour signaler l'adhésion à la grève de celles qui ne sont pas en mesure de quitter leur poste; en plus des assemblées sur les lieux de travail et dans les écoles, pour bloquer les

réé, par des cortèges du type «repre- nous la nuit» ou sous le slogan «les rues sûres sont garanties par les femmes qui y passent» (et non par les «forces de l'ordre»).

AUTOGESTION, ENTRAIDE ET ÉDUCATION À LA DIFFÉRENCE

Tout en gardant bien en main l'autonomie du mouvement, Non Una di Meno a lancé l'invitation et le défi à tous les syndicats, majoritaires et de base, à rejoindre son action, en appelant à une grève générale de 24 heures, le seul moyen par lequel les employées peuvent faire grève légalement. Jusqu'ici, seuls quelques syndicats de base ont répondu positivement à cet appel, sans s'engager pleinement pour sa réussite, tandis que la CGIL³ décidait de ne pas adhérer au mouvement, en se contentant d'inviter sa base à tenir des assemblées sur ce thème sur les lieux de travail. Ce nouveau mouvement féministe, qui exprime un refus radical de l'existant, tire sa force de la combinaison d'actions massives de protestation et d'actions directes avec des expériences d'autogestion et d'entraide, dans les centres antiviolence, dans les cours d'éducation à la dif-

– de protagonisme des femmes qui traverse le monde et qui met en cause les politiques misogynes et excluantes d'un establishment qui a perdu toute crédibilité.

C'est le premier mouvement de masse qui secoue le sens d'impuissance et de passivité qui semble avoir frappé l'Italie depuis que le centre-gauche de Renzi est arrivé au pouvoir, en promettant de moderniser le pays et de faire redémarrer l'économie, en rajeunissant sa classe politique et en alignant son fonctionnement sur les standards d'efficacité européens.

Espérons que ce mouvement, unique par sa force d'auto-organisation, dirigé par une nouvelle génération de femmes – et dans lequel nous sommes pleinement engagées – pourra se consolider et donner un nouvel élan pour la reprise des mouvements sociaux dans leur ensemble. □

¹ Virginia de la Siega, «Vers un mouvement féministe inclusif et de masse», revue l'Anticapitaliste n° 85, mars 2017.

² Numéro 81 de mars-avril 2017, <http://www.lcr-lagauche.org/pas-une-de-moins/>

³ Confédération générale italienne du travail, la première centrale syndicale, qui a longtemps été liée à l'ancien parti communiste – aujourd'hui disparu et ayant notamment donné lieu à la formation du Parti démocrate.

8 mars: quand la Terre a tremblé

PAR ANDREA D'ATRI ET CELESTE MURILLO

Un mouvement féministe renouvelé a émergé cette année à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. A travers le monde se sont déroulées des manifestations massives et très diverses, allant de mobilisations traditionnelles jusqu'à des grèves et des actions paralysant les tâches de reproduction de la vie quotidienne.¹

C'est un immense ras-le-bol qui a mis en mouvement la grande majorité de celles qui ont manifesté, sans adhérer à aucune organisation ou mouvement particulier. L'idée d'une grève internationale des femmes afin de faire entendre leurs exigences, reprenant une initiative lancée en 2016 en Pologne et en Argentine, a donné une nouvelle impulsion à ce qui n'était, depuis un certain temps, qu'une date sur le calendrier des organisations féministes et de gauche. Cette année, des millions de femmes se sont emparées du 8 mars, en s'organisant sur leurs lieux de travail et d'étude et, surtout, en participant en masse aux manifestations.

On l'a vu notamment sur la Gran Via de Madrid, qui s'est retrouvée bondée et paralysée avant même l'heure de départ de la manifestation, comme à Barcelone où la mobilisation a également été massive. Pratiquement toutes les capitales européennes ont accompagné cette journée. Aux Etats-Unis, après l'immense marche des femmes du 21 janvier, qui avait regroupé près de trois millions de participantes dans tout le pays, le 8 mars a été l'occasion de diverses initiatives, récupérant une tradition qui avait été largement perdue au cœur du système impérialiste.

Des meetings et manifestations ont eu lieu dans presque tous les pays d'Amérique latine. Sao Paulo et Rio de Janeiro au Brésil, Mexico et d'autres villes mexicaines, Santiago de Chile ont vu des manifestations de dizaines de milliers. De même à Montevideo et dans d'autres villes d'Uruguay, avec une grève appelée entre 16 et 22 heures par la centrale syndicale PIT-CNT, qui a encouragé et facilité la participation des travailleuses et travailleurs, en particulier dans le com-

merce, les banques et des secteurs de l'industrie. Les femmes de certains syndicats de l'éducation ont fait grève pendant 24 heures et leurs camarades hommes les ont rejointes à partir de 16 heures pour participer aux manifestations. L'Argentine a été le théâtre de manifestations de masse, avec un immense rassemblement sur l'historique Place de Mai de Buenos Aires, mais de grandes mobilisations aussi à Cordoba, Rosario, Mendoza et dans d'autres villes.

Même sans connaître les appels et documents rédigés par les organisations féministes, syndicales, étudiantes, politiques et sociales, de très nombreuses femmes ont voulu exprimer leur colère face aux violences et aux féminicides, à la précarité au travail qui les condamne à une vie de pauvreté, à l'inégalité irrationnelle qui les maintient à tous les niveaux dans une position de subordination, à la peur qui leur est imposée et modèle leur subjectivité et leur existence.

Ce ras-le-bol a nourri la participation à la grève qui, dans une série d'endroits, a été bien plus significative que ne l'entendaient les directions syndicales qui leur avaient donné une adhésion formelle. A PepsiCo, multinationale de l'industrie alimentaire, la grève a commencé à cinq heures du matin suite à un vote de l'assemblée générale convoquée par la Commission interne², oppositionnelle vis-à-vis de la direction du syndicat; à Aeroparque [aéroport de Buenos Aires], les travailleuses ont bloqué l'enregistrement des passagers, avec le soutien de leurs délégués, également opposés à la direction du syndicat. Nombre d'actions et de protestations ont eu lieu dans le secteur de la santé, comme dans l'immense hôpital Posadas, à l'ouest, et à l'hôpital Alende, au sud de l'agglomération de Buenos Aires.

Les institutrices ont joué un rôle de premier plan, en imposant à plusieurs syndicats une grève effective sur toute la journée, dans le cadre du conflit qui les oppose au gouvernement national et aux gouvernements provinciaux.

DANS LE CADRE DE LA LOI, PEU DE CHOSES

Qu'est-ce qui explique cette ampleur nouvelle d'actions et de manifestations qui il y a seulement quelques années se réduisaient aux membres des organisations féministes et des partis de gauche? Les débats tendus n'ont pas manqué sur les réseaux sociaux, entre les organisatrices et les critiques affirmant que les femmes «ont déjà tous les droits» et que «l'on ne sait pas de quoi elles se plaignent maintenant». Mais le fait est que, dans le cadre de la crise capitaliste en cours, la contradiction est toujours plus vive entre l'élargissement des droits conquis – du moins dans les grandes villes et les pays semi-coloniaux prospères – et la réalité de la vie quotidienne de la majorité des femmes, ébranlées par les coupes budgétaires, les mesures d'austérité à l'encontre des classes majoritaires, la violence machiste incessante dont les Etats et leurs institutions sont complices.

Cet élargissement des droits a cependant ouvert les yeux et stimulé l'aspiration à une vie meilleure, ce qui a fait que la contradiction avec les conditions de vie réelle est devenue si grande que la colère a éclaté. Après des décennies de néolibéralisme, la crise économique et ses conséquences sociales ont rendu plus palpable le fait que «l'égalité devant la loi n'est pas l'égalité dans la vie». Les femmes tentent de combler cette brèche entre la loi et la vie.

Les immenses manifestations du 8 mars

ne sont pas tombées du ciel : elles ont été précédées ces derniers mois, entre autres, par les mobilisations qui ont scandé «Ni Una Menos» (Pas une seule femme en moins) en Argentine, pour exiger de l'Etat un budget et des mesures effectives afin de prévenir les féminicides ; les actions en France et en Islande contre les inégalités salariales entre femmes et hommes ; la manifestation sous une

sont là deux éléments qui les distinguent des décennies d'hégémonie du féminisme libéral, pendant lesquelles s'était imposée l'idée du « libre choix » comme seul horizon émancipateur, sans remise en cause de la dégradation de démocraties où seules certaines femmes peuvent accéder à certains droits.³ Selon cette conception dépolitisée et dépolitisante, comme l'émancipation des

instaure entre la recherche de droits démocratiques pour les femmes et la critique (et lutte) contre le système social qui donne naissance, légitime et reproduit leur subordination et discrimination (et où s'inscrivent aussi ces droits, de façon circonstanciée, temporaire et restreinte). Ce n'est pas le lobby parlementaire, qui a fini par coopter certains secteurs du mouvement⁴, qui peut donner un caractère



Le 8 mars à Buenos Aires. DR.

pluie torrentielle de milliers de femmes polonaises contre l'interdiction totale de l'avortement ; les actions et manifestations massives de femmes aux Etats-Unis contre Trump...

L'immense sympathie que suscitent ces manifestations montre qu'elles n'expriment pas seulement des revendications propres aux femmes mais servent également de canal d'expression au mécontentement de millions de travailleurs et de jeunes contre les politiques d'austérité et de précarisation que la classe capitaliste et ses gouvernements font tomber sur notre dos afin de préserver les profits. Elles constituent un germe de l'alliance qui sera fondamentale afin d'infliger une défaite au capitalisme patriarcal.

EN DEHORS DE LA LUTTE, RIEN

Parmi les analyses qui circulent déjà sur ce nouveau phénomène dont les femmes sont les actrices, aucune n'ignore le caractère politique des manifestations et en particulier leur internationalisme. Ce

femmes ne consisterait que dans une conquête graduelle de droits au sein d'un régime politique inchangé, une fois ces droits acquis les femmes seraient individuellement responsables de la vie qu'elles choisissent de mener. Ce féminisme libéral qui préconisait juste quelques réformes de la loi a ouvert la porte au fait que des femmes de droite défendent, avec cette même logique, un « féminisme » de type nouveau dans lequel suspendre une carrière professionnelle pour élever les enfants et s'occuper du foyer, voire « se réaliser » à travers les succès professionnels du mari sont arborés comme des « droits » individuels tout aussi légitimes que les revendications visant à réduire l'inégalité entre les genres. Qu'Ivanka Trump, fille du président étatsunien, puisse être présentée comme la représentante d'un « féminisme conservateur » confirme l'impasse dans laquelle s'est enfermée le féminisme libéral.

La ligne de faille de ce féminisme réformiste se trouve dans la séparation qu'il

politique aux revendications des femmes, mais bien le dévoilement de cette relation intrinsèque entre les droits élémentaires qui nous sont encore niés (y compris le droit à ne pas être assassinée pour le seul fait d'être une femme!) et cette perspective qui relie nos vies lésées par un système social basé sur l'exploitation et l'oppression de millions d'être humains, par la classe minoritaire et parasitaire des capitalistes.

Le discours libéral a transformé le féminisme, comme d'autres mouvements de secteurs socialement opprimés, en quelque chose de si aseptisé qu'il a pu être intégré sans grande difficulté par la droite, comme Nina Power l'a signalé dans son essai *La femme unidimensionnelle*, en montrant que des secteurs des classes dominantes n'ont aucun problème à argumenter en faveur de ce que



les femmes, les minorités ethniques et les homosexuels occupent également des « postes de responsabilité » dans la société capitaliste.

C'est ainsi qu'Hillary Clinton s'était présentée dans la course électorale nord-américaine, en devenant par excellence un exemple de ce féminisme néolibéral et impérial qu'ont dénoncé les intellectuelles Nancy Fraser et Zillah Eisenstein. Mais elle a radicalement échoué à regrouper une majorité de femmes dans son épopée visant à « briser le plafond de verre » et à se présenter comme alternative au candidat républicain qui a donné un visage à la misogynie moderne.⁵ Son « féminisme d'entreprise » était très éloigné des problèmes assaillant les millions de salariées, de sans emploi, d'afro-américaines ou de migrantes.

Aujourd'hui, à travers la réémergence du mouvement des femmes dans le monde, ces secteurs politiques réformistes tentent de récupérer des défaites que diverses variantes de droite leur ont infligées. Ce n'est pas un hasard si les militantes qui, aux Etats-Unis, ont été en pointe de la Grève internationale des femmes, sont celles-là mêmes qui ont alerté sur le danger que le Parti démocrate tente de capitaliser cet immense mouvement pour faire oublier sa défaite électorale et gommer ses aspects les plus douteux et révoltants.

La militante et journaliste Ella Mahony, de la revue *Jacobin*, explique que « dans les milieux féministes de gauche il est devenu évident qu'il existe un féminisme "néolibéral" contre lequel il est nécessaire de développer de nouvelles formes de féminisme. Ce qui est moins clair est la nature politique et les origines de ce féminisme entrepreneurial. Son catalyseur essentiel a été la lente asphyxie des alternatives de gauche à partir des années 1980. Mais derrière ces forces générales, on trouve des décisions stratégiques qui ont peu à peu rétréci la vision politique des forces féministes. »⁶

LA LUTTE ANTIPATRIARCALE DOIT ÊTRE ÉGALEMENT ANTICAPITALISTE

Le féminisme libéral a commencé à étaler sa faillite en montrant son incapacité à s'affronter aux agressions du gouvernement de Trump. Comme on le constate à travers les récentes mobilisations de femmes dans le monde – qui contestent

le mythe selon lequel « l'égalité est déjà là » –, ainsi que les débats ouverts après la défaite de Hillary Clinton et la victoire de Trump, ce féminisme libéral est de plus en plus remis en cause.

Est significatif, dans ce sens, l'appel lancé aux Etats-Unis à construire un nouveau « féminisme des 99% », qui identifie dans le binôme patriarcat-capitalisme la source des difficultés qui assaillent la majorité des femmes. Ce secteur féministe, issu principalement de la sphère académique, appelle à construire « un féminisme de base, anticapitaliste, solidaire des femmes travailleuses, de leurs familles et de

nisme néolibéral, peu avant le 8 mars.⁸ L'aspiration à récupérer les traditions d'alliance entre le mouvement des femmes et la classe ouvrière dans un pays comme les Etats-Unis, qui a su exporter le féminisme libéral dans le monde entier, illustre les possibilités actuelles de renforcer une aile anticapitaliste au sein de ce nouveau mouvement de femmes. En Argentine, comme au Chili et dans d'autres pays, le langage de l'anticapitalisme revient imprégner les réunions du mouvement des femmes, ses manifestes et ses mobilisations.

Comme nous l'avions affirmé avant le



leurs alliés dans le monde »⁷ Les mêmes ont signalé le plus clairement le caractère nécessairement internationaliste du mouvement des femmes, en reprenant l'idée d'actions coordonnées au niveau international comme celles qu'avaient menées, en leur temps, le mouvement altermondialiste ou celui contre la guerre en Irak en 2003.

« Ce qui nous unit est la volonté de donner une voix et du pouvoir aux femmes qui ont été ignorées par le féminisme entrepreneurial et qui subissent les conséquences de décennies de néolibéralisme et de guerres : les pauvres, les travailleuses, les femmes de couleur et les immigrantes », écrivaient des initiatrices de la Grève internationale des femmes aux Etats-Unis, berceau du fémi-

8 mars, « pour les socialistes révolutionnaires, cet appel n'est pas de peu d'importance. Nous pensons qu'il ouvre la voie à un débat aussi incontournable que prometteur, sur la stratégie et le programme politique que les luttes des femmes devraient porter contre le capitalisme patriarcal, dans le cadre de cette nouvelle situation mondiale marquée par la crise capitaliste, les gouvernements populistes de droite et d'autres phénomènes politiques qui prétendent réformer ce système dans lequel nous vivons exploitées et opprimées. Cela nous oblige à penser les alliances que nous devons privilégier dans notre lutte de femmes pour l'émancipation et comment parvenir à ce que des millions de travailleurs et de travailleuses – la majorité de la population mondiale – re-

prennent entre leurs mains nos revendications.»⁹

Imaginer aujourd'hui un mouvement féministe anticapitaliste nous oblige à reconsidérer la question du sujet politique : sans les femmes salariées qui constituent la moitié de la classe très largement majoritaire dans la société, il n'y a pas d'avenir. Plus encore, si ce n'est pas la classe travailleuse – ses femmes, mais aussi ses hommes – qui dans sa lutte contre le capital s'empare des bannières de l'émancipation des secteurs les plus opprimés, l'anticapitalisme ne dépassera pas le stade d'un vœu pieux.

Le 8 mars à Pampelune (Navarre, Etat espagnol). DR.



Cette alliance entre les classes laborieuses et les femmes organisées pour leurs droits, qui remonte au 19^e siècle et a été fondamentale au 20^e siècle pour imposer le droit de vote des femmes, s'affronter aux politiques belliqueuses des bourgeoisies nationales européennes ainsi que conquérir des droits qui paraissaient auparavant inimaginables – et manquent toujours dans de nombreux pays capitalistes –, à travers la révolution socialiste qui a mené la classe ouvrière au pouvoir en Russie, a été brisée par la politique des classes dominantes, la trahison des directions syndicales qui ont enfermé la classe travailleuse dans un corporatisme économiste de bas étage, l'intégration des

mouvements sociaux à l'Etat et leur fragmentation dépolitisante en de multiples organisations non gouvernementales. Recomposer cette alliance historique est une tâche incontournable pour la reconstruction d'un féminisme anticapitaliste qui se prenne lui-même au sérieux. Ce n'est qu'en paralysant effectivement les circuits de la production et de la circulation des marchandises, services et outils de communication que les plus précarisées et rejetées en marge du système, les femmes au foyer recluses à la maison, les personnes en situation de prostitution, toutes et tous les misérables de ce système social ignominieux, pourront réellement faire entendre leur voix. Cette alliance doit se construire. Mais cela ne pourra se faire ni en transformant le combat anti-patriarcal en une lutte contre les hommes, ni en oubliant qu'au sein même des classes exploitées il existe également une oppression des uns sur les autres.

Le regroupement international de femmes *Pan y Rosas* (Pain et roses) intervient dans ce débat en étant partie prenante des mouvements de femmes, mais également avec ses idées, son programme et sa stratégie, qui concentrent une expérience héritée d'autres générations de révolutionnaires marxistes.

Malheureusement, une certaine gauche oscille entre deux positions : se plier de façon acritique aux actions qu'engagent contre les hommes des secteurs défendant un féminisme radical de type « vengeur » (et de ce fait, individualiste), dépourvu d'une stratégie politique anticapitaliste et antipatriarcale ; ou bien, à l'opposé, refuser de s'affronter aux préjugés sexistes au sein de la classe travailleuse, fomentés par les classes dominantes à travers les institutions de leur régime, tout comme de se placer aux premier rang des luttes pour des droits démocratiques élémentaires.

Et c'est ainsi que tout cela chemine, entre le fait de suggérer que le « harcèlement verbal » d'un jeune dans la rue mériterait la même condamnation et le même châtiement que le terrorisme d'Etat, et l'affirmation selon laquelle toutes les oppressions se concentreraient et réduiraient à l'exploitation capitaliste, en absolvant sur le champ les membres les plus conscients de la classe ouvrière (voire, pourquoi pas, sa composante militante masculine) de toute responsabilité dans la reproduction du machisme.

Le débat est désormais à l'ordre du jour,

parce que le mouvement massif des femmes dans les rues du monde entier présente sous un nouveau jour la bataille sur le cours à emprunter pour ne pas finir, comme lors de la vague précédente dans les années 1970, par créditer des mouvements partiels d'un élargissement des droits d'une façon telle que, dans le même temps, ces acquis signent dans la conscience des masses la fin d'une perspective de transformation radicale du système capitaliste. Le mouvement en cours met sur la table ce débat : notre horizon doit-il se limiter à des résistances ponctuelles face aux agressions de la droite, ou allons-nous tracer une stratégie qui permettra finalement de vaincre ?

Nous affirmons que seul un féminisme aspirant à devenir un mouvement politique de masse, dans lequel la lutte pour des droits et libertés démocratiques accrus sera liée à la dénonciation de ce système d'exploitation et de misère à l'encontre plus grandes majorités, et qui se donnera l'objectif de le renverser, pourra être réellement émancipateur. Qu'une fois pour toutes, les esclaves de l'Histoire crient à travers les voix du présent leur volonté et détermination à vaincre. □

1 Article à paraître dans la revue politique et culturelle « Ideas de Izquierda », publiée à l'initiative de membres du PTS (Parti des travailleurs pour le socialisme, Argentine). MIS en ligne le 14 mars 2017 (<http://www.laizquierdadiario.com/8-de-marzo-cuando-la-tierra-tremblo>), ce texte a été traduit par Jean-Philippe Divès [Ndlr].

2 La structure syndicale d'usine ou d'établissement, élue directement par les salariés [Ndlr].

3 Voir Celeste Murillo, « Feminismo cool, victorias que son de otras » (Un féministe cool, des victoires remportées par d'autres), revue Ideas de Izquierda n° 26, décembre 2015 [cette note et les suivantes sont des auteures].

4 Un exemple en a été en Argentine la cooptation par le kirchnerisme de secteurs des organisations féministes et du mouvement des femmes. On a vu quelque chose de similaire au Mexique avec la Concertación, au Mexique avec le PRD qui dirige la ville de Mexico, ou au Brésil avec le PT.

5 Voir Celeste Murillo, « Hillary Clinton y su techo de cristal » (Hillary Clinton et son plafond de verre), Ideas de Izquierda n° 35, novembre-décembre 2016.

6 Ella Mahony, « A Feminism That Takes to the Streets » (Un féminisme qui descend dans la rue), <https://www.jacobinmag.com/2017/03/womens-strike-corporate-neoliberal-feminism-abortion-rights/>

7 Appel « Pour un féminisme des 99% et une grève internationale et active des femmes le 8 mars », 3 février 2017, disponible en castillan sur La Izquierda Diario, <http://www.laizquierdadiario.com/Llaman-desde-Estados-Unidos-a-unirse-al-Paro-Internacional-de-Mujeres>

8 Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya, « Strikes were a part of Women's Day before. With Trump, they will be again » (Les grèves ont fait partie auparavant de la Journée internationale des femmes. Sous Trump, ce sera de nouveau le cas), <https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/feb/21/womens-day-strike-march-8-donald-trump>

9 Andrea d'Atri, « 8 de marzo: ¿Que la tierra tiemble ! » (8 mars: que la Terre tremble !), 28 février 2017, <http://www.laizquierdadiario.com/8-de-marzo-Que-la-tierra-tiemble>

2007-2017: dix ans de crise. Le capitalisme danse sur un volcan

PAR YANN CÉZARD

Juillet 2017: la crise des subprimes démarrait aux Etats-Unis, avant de se développer l'année suivante en crise financière et économique mondiale. Dix ans plus tard, nous y sommes encore.

L'occasion donc, malheureusement, d'en faire un bilan d'étape. Nous avons interrogé pour cela trois économistes marxistes, François Chesnais, Michel Husson et Patrick Saurin, sur la nature de la crise actuelle, les politiques menées et les issues possibles. On verra que le constat sur la santé du capitalisme mondial est sombre – et la nécessité d'en sortir, plus impérieuse que jamais. Mais d'abord quelques faits et réflexions.

1/ LA CRISE TOUCHE-T-ELLE À SA FIN ?

De toute évidence, non. Certes la crise déclenchée en 2007 aux Etats-Unis, après avoir pris à l'été 2008 un tour catastrophique qui n'était pas sans rappeler la débâcle de 1929, a été contenue. On peut d'ailleurs expliquer cela en partie par la politique des Etats eux-mêmes. Dans les pays riches, les systèmes sociaux, même rognés, ont limité la baisse de la consommation des classes populaires et les gouvernements ont massivement dépensé pour renflouer et sauver le système financier (aux frais du contribuable et en s'endettant massivement), ce qui a contribué à casser la spirale descendante et de l'offre (de capitaux) et de la demande (de marchandises), au contraire des années 1930. Les pays émergents ont pour leur part gardé un certain dynamisme.

Mais s'il n'y a pas eu de «grande dépression», l'économie mondiale est entrée dans une longue phase de stagnation. Selon le FMI, le taux de croissance du PIB mondial était en moyenne de + 5,3% par an entre 2005 et 2008, et de seulement 3,2% ces cinq dernières années (à rapporter à l'augmentation de la population mondiale, c'est donc faible). Pour les économies avancées il est passé de 2,8 à 1,6% sur les mêmes périodes.

Voilà pourquoi les débats enflent dans les milieux économiques sur la perspective d'une «stagnation séculaire», ce par quoi l'économiste Alvin Hansen entendait (en 1939) «une dépression auto-entretenu qui en-

gendre un noyau dur et apparemment irréductible de chômage». En 2015, dans un rapport cité par Michel Husson (dans son article de juin 2015 *Capital et taux de profit - stagnation séculaire: le capitalisme embourbé?*), le FMI s'inquiétait ainsi de ce qu'on appelle la «croissance potentielle» (la capacité fondamentale d'une économie à croître, compte tenu de «fondamentaux» comme la croissance de la population active et les gains de productivité, indépendamment de la conjoncture et des politiques ponctuelles): «la croissance potentielle a diminué ces dernières années dans les économies avancées et émergentes. Dans les économies avancées, cette baisse a commencé dès le début des années 2000 et a été aggravée avec la crise financière mondiale. Dans les économies émergentes, en revanche, elle n'a commencé qu'après la crise (...) La croissance de la production potentielle est susceptible d'augmenter légèrement dans les économies avancées (...) mais elle restera à moyen terme en-deçà des taux d'avant la crise. Dans les économies émergentes, elle continuera à baisser.»

2/ QUELLES RÉALITÉS DERRIÈRE LES CHIFFRES ?

Evidemment, toutes les régions de l'économie mondiale ne souffrent pas de la crise de la même façon. Du côté des BRICS, alors que l'Inde connaît une croissance assez rapide, la Chine est engagée sur une trajectoire nettement ralentie (peut-être 6%, loin des incroyables 10-12% d'avant la crise), et le Brésil connaît des difficultés persistantes. Quant aux trajectoires des pays occidentaux, elles divergent nettement entre elles. On connaît les difficultés de la zone euro, et les ravages sociaux de la crise en Europe, immenses et à peu près nulle part en reflux par rapport à la récession des années 2008-2009, alors même que ce n'était déjà pas le paradis avant 2007. En avril 2016, le taux de chômage officiel était de 8,7% dans l'Union européenne (10,2% dans la zone euro), soit deux points au dessus du niveau d'avant la crise. Le bilan est encore pire pour le chô-

mage de longue durée et celui des jeunes, les régions entières dévitalisées, les temps partiels imposés, la précarité, etc.

Mais que vaut le dynamisme – par comparaison – de l'économie américaine? La victoire de Trump (et surtout la honteuse défaite des démocrates) ne vient pas de rien. Les années Obama ont vu celui-ci voler au secours du système financier sans le transformer, et accompagner les destructions d'emplois et les restructurations. Obama se vantait ainsi de son bilan lors de sa réélection de 2012: «GM [General Motors] est vivant, Ben Laden est mort», mais beaucoup d'emplois stables et de conventions collectives sont morts aussi. Derrière les chiffres du plein emploi retrouvé, il y a une certaine reprise des profits des entreprises et de l'activité, mais aussi (et c'est lié) une vague exceptionnelle de précarisation et le retrait de millions d'Américains pauvres du marché du travail, si bien que le taux d'emploi est historiquement bas aux Etats-Unis.

3/ QU'EST-CE QUI A CHANGÉ DANS LE CAPITALISME MONDIAL ?

Beaucoup de choses, forcément. Notamment dans les rapports de forces. Mais d'un certain point de vue, à grande échelle, rien. Ou plus exactement: les conditions qui furent souvent dénoncées comme responsables de la crise (ou en tout cas de son déclenchement) sont toujours là, elles ont été reconduites et même aggravées par la politique des gouvernements et les stratégies patronales.

Pour rire un peu, rappelons le discours de Sarkozy à Toulon: «une certaine idée de la mondialisation s'achève avec la fin d'un capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir. L'idée de la toute-puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle. L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle.» Tout cela pour en venir à cette géniale et radicale proposition: moraliser le capitalisme. On sait aussi ce qu'il en

sera du remake non moins comique de François Hollande en 2012: «*Mon adversaire c'est la finance*».

Plus sérieusement, puisque ce n'est pas un problème de morale mais de structures, on pourrait évoquer une série de conditions de la crise, en allant des plus superficielles aux plus profondes, comme en pelant un oignon. Et constater que tous les ingrédients semblent réunis pour un rebond non de la croissance, mais de la crise. La financiarisation de l'économie n'a pas reculé mais progressé, les groupes et marchés financiers sont tout aussi puissants (voire plus puisque les gouvernements considèrent qu'ils doivent absolument saigner les peuples pour les «rassurer»), et à peine plus soumis à des régulations qu'avant 2007. Or la crise financière fut celle de l'éclatement d'une bulle de l'endettement: les montagnes de dettes privées (et de créances pourries détenues par les banques), qui s'étaient accumulées pour doper artificiellement la croissance et les profits dans les années 2000, sont toujours là. Or à l'origine de cette bulle de l'endettement il y avait entre autres la baisse ou la stagnation des salaires réels d'une majorité de la population, et l'explosion des inégalités: ces limites à la consommation des classes populaires et donc à la demande solvable des biens et des services sont toujours bien là elles aussi.

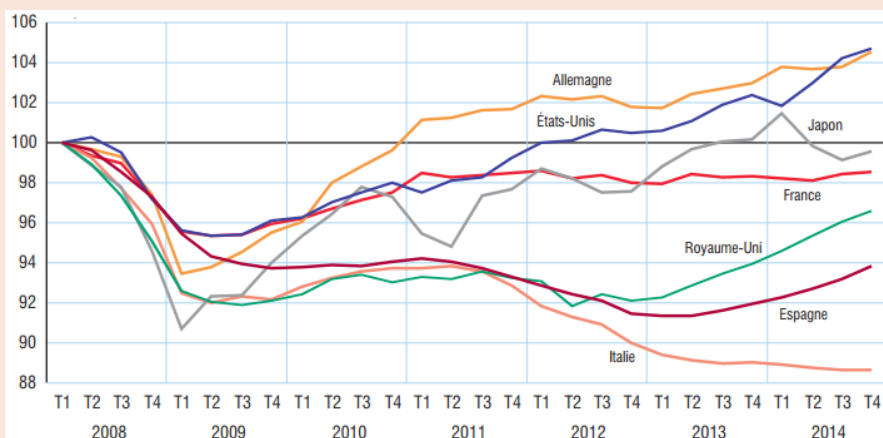
4/ D'OÙ POURRAIT VENIR UNE RELANCE... DE LA CRISE?

Il faut distinguer les causes générales d'une crise, des conditions de son déclenchement. La crise des subprimes fut l'étincelle qui commença à mettre le feu à la plaine. Le capitalisme entra en crise par l'un des aspects les plus odieux de la cupidité des financiers: prêter aux pauvres des sommes non remboursables, gagées sur des maisons qui deviendraient invendables. Mais la plaine (le capitalisme mondial) était déjà bien assez desséchée pour s'enflammer. Or les points de tension sont aujourd'hui légion.

Du côté des économies «avancées», la politique des Etats-Unis, de l'Europe, du Japon, d'inonder les marchés financiers de liquidités, c'est-à-dire la mise à disposition de monnaie à des conditions très favorables pour inciter les banques à prêter et les capitalistes à investir, a échoué à booster l'économie réelle. Celle-ci n'embraye pas

sur ces facilités, car il n'y a pas assez de possibilités réelles de faire du profit. Alors ces liquidités ont alimenté de nouvelles bulles boursières et immobilières. Jusqu'à une nouvelle crise financière?

Du côté des économies «émergentes», celles qui dépendent de leurs exportations de matières premières (la Russie, le Brésil, etc.) sont déstabilisées par la chute des prix et payent une spécialisation qui est le contraire d'une modernisation. De façon générale nombre de pays latino-américains, mais aussi un pays comme la Turquie, sont d'ailleurs d'une fragilité extrême face au risque, très crédible, de fuites massives des capitaux si les taux d'intérêt américains remontaient. Quant à la Chine, une gigantesque bulle bancaire et immobilière s'est formée, dont l'explosion, si elle avait lieu, aurait des conséquences catastrophiques sur la deuxième économie mondiale. Cette potentielle crise chinoise est en fait une crise de surproduction, pour l'instant masquée, esquivée ou peut-être seulement reportée, par cette bulle de l'endettement. Ainsi, les surcapacités chinoises en production d'acier sont aujourd'hui l'équivalent de toute cette production en Europe.



Evolution du PIB par habitant depuis 2008, en euros constants (source Commission européenne/Insee).

Une nouvelle crise financière mondiale pourrait venir d'un krach dans l'un de ces pôles de l'économie mondiale, tout comme en 2008. Ce n'est pas une prédiction, mais une crainte exprimée par tous les faiseurs de rapports du FMI, des banques centrales et des banques tout court.

5/ PAR OÙ LA SORTIE?

Manifestement, pas par la trappe que nos gouvernements nous montrent du doigt. Aux Etats-Unis comme en Europe, ils continuent de servir le consensus pour une fuite en avant libérale et, dans la plupart des pays d'Europe, violemment austéritaire. Chanson connue, et conséquences connues aussi: les ravages sociaux n'ont même pas été les fameux sacrifices permettant de faire

repartir la machine. Si l'objectif affiché est de relancer la croissance capitaliste en relevant les profits et en créant plus d'opportunités de profit, sa fonction avérée est surtout de défendre à tout prix les fortunes et les privilèges des classes riches de la société, croissance ou pas. Trump braille tout haut, sur ce point du moins, ce que beaucoup rêvent d'entreprendre: nouvelles baisses massives d'impôts pour les riches et les entreprises, démantèlement autant que possible de toutes les contraintes sociales et écologiques qui pourraient peser sur le profit.

Si ces politiques finissaient par marcher – et pour l'instant elles ne marchent pas – elles relanceraient en tout cas une croissance capitaliste guère plus emballante que la crise! Elle se ferait à coups de régressions sociales et de course à tombeau ouvert vers une catastrophe écologique majeure pour l'humanité. Nous n'aimons pas la crise du capitalisme? Nous n'adorerions pas pour autant son retour à la croissance. C'est le fil rouge qu'on peut discerner dans les trois interventions qui suivent

dans ce dossier. La crise actuelle a des causes profondes, durables, systémiques. C'est ce qui fait dire à François Chesnais que le capitalisme se heurte aujourd'hui à des «*limites infranchissables*», à Michel Husson que nous sommes dans une «*stagnation séculaire*» et qu'on ne

peut imaginer pour l'instant de sortie «progressiste» à cette crise dans le cadre du capitalisme. C'est un constat qui impose forcément de relever le drapeau de l'anticapitalisme. En visant par exemple la réquisition et la socialisation de tout le système financier, et en cherchant à relier (et c'est ô combien difficile) des mobilisations populaires sur des mesures d'urgence sociale à un programme anticapitaliste capable de changer toute la marche de l'économie. Sinon ceux qui dénoncent parfois avec virulence et éloquence les ravages du capitalisme risquent juste de rester des «couteaux sans lames» (pour citer Mélenchon sur les frondeurs du PS), ou des chiens qui aboient mais ne mordent pas. □

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL HUSSON

«Une crise systémique qui plonge ses racines dans les rapports de production capitalistes»

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI WILNO

Une sortie de crise capitaliste ne pourrait être que régressive socialement. Le système n'a plus rien à offrir qui pourrait le légitimer. La question de l'automatisation permet de pointer l'irrationalité du capitalisme.¹

Le monde se recompose. Des économistes ont analysé la crise actuelle comme étant également (outre ses autres facteurs) une crise de gouvernance du capitalisme. L'heure serait désormais au déclin de l'hégémonie américaine sans qu'aucune puissance ne soit en mesure d'assurer le relais, pas même la Chine. Que peut-on dire de cette thèse ?

Il y a la géopolitique, autrement dit les relations entre Etats, et il y a la structuration de l'économie mondiale par les firmes multinationales. Les deux cartes, celle des capitaux et celle des puissances nationales coïncident de moins en moins. Le décalage a été accentué par la mondialisation, qui va au-delà des échanges commerciaux entre pays. Il s'agit aujourd'hui de la production des marchandises puis de leur commercialisation à cheval sur plusieurs zones du monde, ce qu'on appelle les « chaînes de valeur globales ».

Ce décalage entre les deux cartes du monde fait que les intérêts capitalistes ne sont pas homogènes et ne définissent pas une politique unifiée à l'intérieur d'un même pays. Prenons l'exemple des Etats-Unis : certains secteurs capitalistes peuvent applaudir aux mesures protectionnistes que Trump envisage de prendre, mais elles s'opposent aux intérêts d'autres secteurs. Le Mexique est particulièrement visé, alors qu'une partie des importations en provenance du Mexique correspond à la production de capitaux étatsuniens investis dans ce pays. Le couple constitué entre les Etats-Unis et la Chine, la « Chinamérique », avait fonctionné de manière favorable aux deux puissances : croissance à crédit aux Etats-Unis, croissance tirée par les exportations pour la Chine. L'importation de biens de consommation à bas coûts de production permettait de faire baisser le prix de la force de travail aux Etats-Unis et/ou de gonfler les surprofits de WalMart. Tout le monde y retrouvait son compte.

Mais la « Chinamérique » est en train de se dé-

faire et, de manière générale, tout se passe comme si la mondialisation avait atteint sa limite. Au cours des précédentes décennies, le commerce mondial augmentait deux fois plus vite que le PIB mondial, dorénavant il augmente au mieux à la même vitesse. L'extension des chaînes de valeur globales est entrée dans la phase des rendements décroissants et on assiste même à des phénomènes de relocalisation. La réorientation de l'économie chinoise vers son marché intérieur contribue aussi à ce phénomène. En ce sens la Chine n'est pas candidate au rôle de puissance hégémonique et on ne peut lire la période comme celle d'une transition entre deux puissances dominantes mais plutôt, effectivement, comme une crise de gouvernance du capitalisme dont les ressorts ne sont pas exclusivement économiques.

La crise dure. Qui la paye et comment, au-delà des formules générales sur les 1% face au 99% ?

La première réponse évidente est que cette crise est payée par les victimes des politiques d'austérité. Ensuite, il est important de comprendre pourquoi il ne peut en être autrement. La raison essentielle est l'épuisement des gains de productivité : ce que produit un salarié moyen en une heure de travail tend à stagner ou en tout cas progresse faiblement. Mais cela signifie aussi l'épuisement du dynamisme du capitalisme : il ne peut maintenir ou augmenter son taux de profit qu'à la condition de bloquer ou de faire baisser ce qu'il appelle le coût du travail. Cela veut dire austérité salariale mais aussi réduction de l'Etat social, de la protection sociale et des services publics. Autrement dit, une sortie de crise capitaliste ne peut être que régressive socialement. Le système n'a plus rien à offrir qui pourrait le légitimer.

Cette crise n'est pas une crise financière, c'est une crise systémique qui plonge ses racines dans les rapports de production capitaliste. Telle est l'une des thèses essentielles

du livre d'Attac² auquel j'ai contribué, mais elle est articulée avec une analyse du capital fictif. Ce concept que l'on trouve chez Marx a été retravaillé par François Chesnais³ et Cédric Durand⁴ ; il désigne l'accumulation de titres financiers qui sont autant de « droits de tirage » sur la plus-value.

Cette focalisation sur le capital fictif permet de pointer une contradiction importante dans la gestion capitaliste de la crise. D'un côté, il faudrait une dévalorisation massive du capital pour remettre les compteurs à zéro et rétablir le taux de profit. Ce n'est pas seulement une lubie marxiste : c'est aussi le point de vue de l'OCDE qui désigne les « entreprises zombies »⁵ comme responsables des faibles gains de productivité et des ratés de l'accumulation. Mais cela impliquerait que les détenteurs de ce capital fictif acceptent de « prendre leurs pertes », ce à quoi ils se refusent évidemment. Et les politiques menées notamment en Europe obéissent à une logique de validation de ces droits de tirage acquis avant la crise, même si leur croissance est une cause de la crise et en tout cas un obstacle à une sortie de crise. C'est ce qui fonde la validité de l'opposition entre le 1% et les 99%, parce que la concentration de la richesse financière est beaucoup plus grande que celle des revenus. Et c'est ce qui permet de pronostiquer un recours durable à l'austérité et à la régression sociale.

Il y a quelques années, les nouvelles technologies étaient dans le discours officiel présentées comme la « nouvelle frontière » qui allait relancer une phase longue d'expansion. Désormais, le débat porte sur leur impact destructeur sur l'emploi et les inégalités. Qu'est-ce que la « stagnation séculaire » ? Que peut-on en penser ? A la lumière de cette thèse, quelles sont les perspectives pour le capital ?

Toutes ces interrogations renvoient au fond à une question : qu'est-ce qui détermine les gains de productivité ? C'est encore une fois

une question essentielle pour la dynamique du profit et de l'accumulation. Mais en fait, on n'en sait rien. Dans le passé, cela a donné lieu au paradoxe de Solow, par référence à un bref article de journal où ce dernier se demandait pourquoi on voit partout les nouvelles technologies sauf dans les statistiques de productivité. C'était en 1987 et on pourrait raconter l'histoire des espoirs et des déconvenues des économistes qui annonçaient une nouvelle phase d'expansion («un nouveau Kondratief»). Ce débat a été particulièrement intense aux Etats-Unis où les tenants de la révolution technologique se sont constamment opposés aux «techno-pessimistes» qui ne voyaient qu'un boom sans lendemain. Ce sont eux qui avaient raison, et en particulier Robert Gordon, qui est le principal avocat d'une «stagnation séculaire» à venir.

Mais, d'un autre côté, se multiplient les discours sur «la fin du travail». Les robots et l'économie «de plate-forme» conduiraient inexorablement à des destructions massives d'emplois, de l'ordre d'un emploi sur deux dans les dix ou vingt ans à venir. C'est l'argument massif en faveur de l'institution d'un revenu universel qu'il faut récuser, à moins de se résigner à l'idée que c'est la technologie qui doit dicter l'organisation de la société. Or

ter ce que produisent les robots et un modèle social adéquat.

Cette question de l'automatisation permet de pointer l'irrationalité du système capitaliste. Admettons que d'énormes gains de productivité soient à venir: cela devrait être une bonne nouvelle puisque les robots vont travailler à notre place. Mais dans la logique capitaliste, c'est au contraire une catastrophe sociale, avec des destructions massives d'emplois. Voilà pourquoi la réduction du temps de travail est la réponse rationnelle et qui constitue le socle d'une autre société, une société éco-socialiste. L'objectif de garantir un revenu décent à chacun et chacune est évidemment légitime et il y a des mesures d'urgence à prendre en ce domaine, mais il ne faut pas pour autant renoncer au droit à l'emploi.

Un débat a partagé les économistes critiques à propos des politiques d'austérité: sont-elles absurdes ou rationnelles? Pour se limiter à l'Union européenne, il semble difficile de penser que Draghi, Merkel, Juncker ou Hollande ne sont qu'une bande d'imbéciles: quels sont donc les ressorts de ces politiques et de leur perpétuation?

C'est un vrai débat que nous avons eu au

autocritique sur ce point. Il y a donc une première lecture: les politiques d'austérité sont absurdes et elles ont cassé la reprise qui s'amorçait en 2010 en Europe, il faut donc en mener d'autres. Mais il y a évidemment une autre lecture: les dirigeants européens savent ce qu'ils font et ils mènent une thérapie de choc visant à réduire significativement les acquis sociaux qui sont autant d'obstacles à la compétitivité.

Le problème est qu'il y a du vrai dans ces deux thèses, ou plutôt qu'il faut combiner les deux discours. Par exemple, dans le cas grec, on ne peut pas renoncer à l'argument que les conditions imposées à la Grèce sont non seulement absurdes mais proprement démentielles puisqu'on lui demande aujourd'hui des excédents budgétaires de 3,5% avant paiement des intérêts de la dette. Et il est possible en même temps de montrer que les véritables objectifs n'ont jamais été de relancer l'économie grecque, mais de sauver les banques européennes, de décourager toute politique unilatérale et d'assurer le paiement des remboursements.

La tension qui existe entre ces deux discours renvoie au fond à une difficulté programmatique et stratégique: comment construire un projet de transition ou de bifurcation vers un autre fonctionnement de l'économie? Ce que j'appelle parfois le «crétinisme keynésien» ne répond pas aux enjeux. Mais une logique «ultimatiste» consistant à dire que rien n'est possible sans abattre immédiatement le capitalisme ne fait pas non plus avancer les choses. Pour Friot par exemple, «se battre pour l'emploi, c'est se tirer une balle dans le pied»⁶ et la lutte pour un meilleur partage de la valeur équivaut à «éviter la lutte de classes». Force est de constater que les coordonnées de la période actuelle sont favorables aux inventeurs de systèmes et aux gourous. Il faudra sans doute du temps pour reconstruire un véritable horizon de transformation à partir des luttes et des résistances sociales. □

Mais où va donc le capitalisme? DR.



les choses ne doivent pas fonctionner ainsi et ne fonctionnent pas de cette manière: la technologie ne décide pas de tout. Les nouvelles méthodes de production, les nouvelles marchandises, tout cela doit s'intégrer dans la logique marchande. Et c'est peut-être l'explication de fond du paradoxe de Solow: pour simplifier, la robotisation ne suffit pas, il faut aussi qu'il y ait un pouvoir d'achat pour ache-

sein de la Commission pour la vérité sur la dette grecque. Les plans d'ajustement imposés à la Grèce ne pouvaient manifestement pas fonctionner. Il était facile de prévoir que des coupes budgétaires massives engendreraient une récession profonde et qu'au bout du compte le poids de la dette augmenterait au lieu de baisser. Le FMI a d'ailleurs fait plus ou moins son

1 Membre du conseil scientifique d'Attac, Michel Husson a notamment écrit «Un pur capitalisme» (Editions Page deux, 2008), «Le Capitalisme en dix leçons» (Editions Zones, 2012) et participé à un livre collectif d'Attac sur la crise, «Par ici la sortie» (Editions Les Liens qui libèrent, 2017). Son blog: hussonet.free.fr

2 Cf. note 1.

3 François Chesnais, «Finance Capital Today», Brill, 2016.

4 Cédric Durand, «Le capital fictif», Les prairies ordinaires, 2014.

5 Michel Husson, «Optimisme structurel à l'OCDE», Alternatives Economiques, 9 mars 2017.

6 Bernard Friot, «Emanciper le travail», La dispute, 2014.

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS CHESNAIS

«La sortie de crise, c'est-à-dire une nouvelle longue phase d'accumulation du capital, ne peut pas se produire»

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI WILNO

Pour François Chesnais, le capitalisme en proie à ses contradictions internes mais aussi à la crise écologique qu'il génère, se heurte aujourd'hui à des «limites infranchissables».

Le débat entre les économistes marxistes sur les causes de la crise actuelle est loin d'être clos. Quelle est ta position dans ce débat? Comment s'articulent les différents facteurs de la crise?

On date la crise de fin juillet-début août 2007. Au cours des neuf ans passés ma position a bien sûr évolué. Dans un texte de l'automne 2007 pour le congrès Marx International publié dans le n° 1 de la revue commune *A l'Encontre-Carré rouge*, j'ai tout de suite dit que si la crise avait débuté de façon très classique dans le système de crédit étatsunien, il s'agissait d'une crise de surproduction et de suraccumulation reposant sur un endettement massif des entreprises et des ménages permis par des moyens d'ingénierie financière inédits et dont le champ était le marché mondial. La crise de septembre 2008 à Wall Street a failli emporter le système financier mondial et a provoqué une récession mondiale stoppée court par la Chine.

Si on se place au niveau mondial, il y a eu une restructuration plutôt qu'une destruction du capital productif. Cela n'a pas été le cas du capital fictif, c'est-à-dire des titres ouvrant droit à participer au partage du profit dans le cas des actions et des obligations privées et, dans celui des bons du Trésor, à pomper par le biais du service de la dette publique des revenus centralisés par l'impôt. Pour leurs détenteurs, ces titres, qui doivent être négociables à tout moment sur des marchés spécialisés, représentent un «capital», dont ils attendent un rendement régulier sous forme d'intérêts et de dividendes (une «capitalisation»). Vus sous l'angle du mouvement du capital productif de valeur et de plus-value, ils ne sont au mieux que le «souvenir» d'un investissement déjà fait, d'où le terme de capital fictif

De ces formes primaires, «l'ingénierie fi-

nancière» a fait naître des formes dérivées (en anglais, derivatives). Dans mes textes, j'ai souligné l'actualité du «cycle court» du capital-argent (A-A', c'est-à-dire recevoir plus d'argent que celui initialement fourni), dans lequel les investisseurs attendent sans sortir des marchés financiers des flux de revenus réguliers «comme les poiriers portent des poires» [selon une expression ironique de Marx]. Sur la question du taux de profit, où je ne pouvais pas faire d'apport, j'ai adhéré à la position classique qui le lie à la composition organique du capital, mais j'ai insisté sur la nécessité pour le capital industriel de boucler le cycle complet, A-M-P-M'-A' (pour obtenir A' en ayant avancé A, il faut qu'il y ait achat de la force de travail, production puis commercialisation), donc de s'intéresser à la demande. Dans les derniers mois de l'écriture de *Finance Capital Today*, je suis tombé sur un texte en anglais d'Ernest Mandel de 1986, qui est rarement sinon jamais cité, sur les conséquences de ce qu'il appelait le «robotisme» alors à ses tout débuts.

Mandel y soutient que «l'extension de l'automatisation au-delà d'une certaine limite mène, inévitablement, d'abord à une réduction du volume total de la valeur produite, puis à une réduction du volume de la survaleur réalisée.»² Il y voyait une «limite infranchissable» porteuse d'une «tendance du capitalisme à l'effondrement final». La robotisation bloque la possibilité de baisse de la composition organique, c'est-à-dire du rapport entre la partie constante (la valeur des moyens de production) et la partie variable (la valeur de la force ouvrière, la somme des salaires), de sorte que le jeu effectif des facteurs «contrecarrant la loi de la baisse tendancielle du taux de profit» devient sporadique et ce qui était une limite relative, une limite absolue.

Bien plus récemment, dans un texte éclai-

rant de 2012, Robert Kurz parle de «production réelle insuffisante de survaleur»³ sur fond de «troisième révolution industrielle (la microélectronique)». La faiblesse de l'investissement productif fait que le capital fictif vit toujours plus en vase clos. Les «poiriers donnant moins de poires», sauf pour les bons du Trésor, le travail des traders consiste à faire des profits, minuscules sur la plupart des transactions, en passant d'un compartiment du marché à l'autre. Le résultat est l'instabilité financière endémique, la formation de bulles, qui est un autre trait de la période.

Peut-on dire que le seul horizon du capitalisme est la perpétuation de cette crise?

Je le pense d'autant plus qu'il va se produire un entrelacement avec les effets économiques, sociaux et politiques du changement climatique. Deux puissants mécanismes, qu'on disait «pro-cycliques», sont devenus structurels et œuvrent à cette situation où la sortie de crise, c'est-à-dire une nouvelle longue phase d'accumulation du capital, ne peut pas se produire.

Le premier mécanisme est bien identifié, à savoir la défense inconditionnelle des prétentions des détenteurs de titres de la dette publique, qui exige l'austérité budgétaire, l'attaque des droits sociaux. Le second est celui dont le rôle commence à être reconnu, à savoir les effets de la robotisation dont la concurrence capitaliste, la diminution tendancielle de survaleur et la difficulté de satisfaire les actionnaires rendent le ralentissement impossible. Il n'y a qu'à voir ce qui débute dans le secteur bancaire, sans doute «la sidérurgie de demain».

D'autre part, en se prolongeant la crise économique va se combiner avec les effets économiques, sociaux et politiques

du changement climatique, les rapports que le capitalisme a établi avec «la nature» ont débouché sur une autre limite dont la caractérisation est en débat. La destruction par la production capitaliste des équilibres éco-systémiques, notamment de la biosphère, ne pouvait pas être prévue par Marx. Il a juste pressenti l'épuisement des sols sous l'effet de l'industrialisation de la production agricole. Des marxistes, à commencer par O'Connor, ont cherché à combler le vide. Ils ont commencé par définir la destruction des ressources non-renouvelables sous ses multiples formes et plus tard le changement climatique comme une «limite externe».

Je défends la thèse de l'internalisation de la limite, la nécessité aujourd'hui d'abandonner l'opposition entre «contradiction interne» et «contradiction externe» en raison de l'impossibilité pour le capitalisme de modifier ses rapports à l'environnement. En effet la valorisation sans fin de l'argent devenu capital dans un mouvement de production et de vente de marchandises, également sans fin, lui interdit de ralentir ses émissions de gaz à effet de serre, de contrôler le rythme de l'exploitation des ressources non-renouvelables. Le mécanisme qui aboutit à la «société de consommation» et son gaspillage insensé est le suivant. Pour que l'autoreproduction du capital soit effective, il faut que le cycle de valorisation se referme avec «succès», donc que les marchandises fabriquées, la force de travail achetée sur le «marché du travail» et utilisée de façon discrétionnaire par les entreprises sur les sites de production, soient vendues.

Pour que les actionnaires soient satisfaits, il faut qu'une vaste quantité de marchandises qui cristallisent le travail abstrait contenu dans la valeur soit déversée sur le marché. Pour le capital, il est absolument indifférent que ces marchandises représentent réellement des «choses utiles» ou qu'elles aient simplement l'apparence. Pour le capital, la seule «utilité» est celle qui permet de dégager des profits et de poursuivre le processus de valorisation sans fin, de sorte que les entreprises sont passées maître avec la publicité dans l'art de démontrer à ceux qui ont réellement ou fictivement (le crédit) du pouvoir d'achat que les marchandises qu'elles leur proposent sont «utiles».

A propos de la crise écologique, pour désigner la tendance et pointer les responsabilités est souvent utilisé le terme «anthropocène». Tu le rejettes. Peux-tu préciser les enjeux de cette discussion ?

L'enjeu est de donner un fondement solide à l'éco-socialisme. Il ne faut pas oublier que l'article dans Inprecor est une traduction de la conclusion de Finance Capital Today. Il s'agissait pour moi de donner à un public anglophone un point de repère. Le nom de Jason Moore lui est familier. Le terme «anthropocène» a été inventé par des scientifiques pour désigner l'actuelle ère géologique qui se caractérise par le fait que «l'humanité» devient une force géologique à part entière venant modifier l'ensemble des phénomènes climatiques, géologiques, atmosphériques.

Dans un travail qui veut «multiplier les points de vue», Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz ont proposé une «lecture éco-marxiste de l'Anthropocène», consistant «à relire l'histoire du capitalisme au prisme non seulement des effets sociaux négatifs de sa globalisation comme dans le marxisme standard (cf. la notion de "système-monde" d'Immanuel Wallerstein et celle d'"échange inégal"), mais aussi de ses métabolismes matériels insoutenables (faits de fuites en avant récurrentes vers l'investissement de nouveaux espaces préalablement vierges de rapports extractivistes et capitalistes) et leurs impacts écologiques.»⁴ Bon-



Une aciérie à Pékin : à la fois la surproduction et la pollution ! DR.

neuil et Fressoz ainsi que Jason Moore établissent les uns et l'autre un lien entre le tournant dans les relations de l'homme à la nature théorisé par Francis Bacon et Descartes et celui dans les relations entre les hommes avec la création de l'esclavage puis la construction de la domination impérialiste.

Moore est moins œcuménique que les auteurs français et enfonce le clou. Le mot «capitalocène» sert à affirmer que nous

vivons «l'âge du capital» et non «l'âge de l'homme». «L'âge du capital» n'a pas chez lui seulement une acception économique, mais désigne une manière d'organiser la nature, en faisant de la nature quelque chose d'externe à l'homme et aussi quelque chose de «cheap», dans le double sens que peut avoir ce terme en anglais : ce qui est bon marché, mais aussi le verbe «cheapen» qui signifie rabaisser, déprécier, dégrader.⁵ Cela vaut pour les travailleur(e)s, l'intensité de l'exploitation de la force de travail atteignant un sommet dans les mines et les plantations.

Tu réactualises le débat sur les limites du capitalisme. Cela rehausse les enjeux de la période actuelle. Or, contrairement aux années trente, on voit bien la montée des forces réactionnaires de tout acabit, mais pas celle du mouvement ouvrier, le mouvement altermondialiste au mieux stagne, les écologistes sont capables de résistances locales farouches mais pas plus... Dans ce contexte, quelles peuvent être les perspectives et les points d'appui des marxistes-révolutionnaires ?

Il faut faire attention avec l'analogie des années trente de plus en plus marquée par la perspective d'une nouvelle guerre mondiale. Mais autrement tu as raison. Tout est entre les mains de celles et ceux «d'en bas». Le poids du chômage pèse sur les luttes ouvrières. La tâche du moment est de transformer l'indignation en colère sur les nombreux terrains où les inégalités la suscitent, en semer les germes et la soutenir quand elle éclate. Il est essentiel de la diriger contre le capital et la propriété privée. Ce sont la conviction et le ciblage précis de l'ennemi qui font la force des luttes écologistes. Au contraire, le mouvement altermondialiste stagne parce qu'il a éliminé la part d'anticapitalisme qu'il a eu à un moment. □

¹ Membre du Groupe de travail économique du NPA et du Conseil scientifique d'Attac, François Chesnais a écrit par exemple «Les Dettes illégitimes» (Editions Raisons d'agir), et dirigé «La Finance mondialisée» (Editions La Découverte 2004). La conclusion de son ouvrage le plus récent «Finance Capital Today» a été publiée dans Inprecor n° 631-632 (septembre-novembre 2016).

² Ernest Mandel, «Introduction», dans Karl Marx, «Capital», Livre III (Penguin, 1981), p. 78.

³ <http://www.palim-psao.fr/article-theorie-de-marx-crise-et-depassement-du-capitalisme-a-propos-de-la-situation-de-la-critique-social-108491159.html>

⁴ Attac, Les Possibles, n° 3, Printemps 2014. Ils y synthétisent les positions de leur livre L'événement anthropocène - La Terre, l'histoire et nous, Le Seuil, 2013.

⁵ Jason Moore, «Capitalism in the Web of Life, Ecology and the Accumulation of Capital», Verso, 2015.

ENTRETIEN AVEC PATRICK SAURIN

«Le système bancaire apparaît aujourd'hui comme une énorme bombe à retardement»

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI WILNO

Loin de se consacrer au financement de l'économie réelle, l'activité des grandes banques est essentiellement de nature spéculative. Les signaux ne manquent pas pour attirer notre attention sur l'explosion financière qui se prépare.¹

«Too big to fail» («trop grosses pour faire faillite») disait-on il y a peu de temps encore pour critiquer la concentration bancaire pourtant le système bancaire apparaît plus concentré que jamais. Peux-tu nous résumer la situation du système bancaire mondial?

Le dernier recensement réalisé le 21 novembre 2016 par le Financial Stability Board² fait état de 30 banques systémiques parmi lesquelles les quatre grandes banques françaises : BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, et Banque Populaire Caisse d'Épargne. Or, du fait de l'importance de leur bilan (par exemple, en 2012, le bilan du Crédit agricole et de BNP Paribas était d'environ 2 000 milliards d'euros, un montant représentant quasiment le montant de la dette publique de la France ou de son produit intérieur brut annuel), les banques systémiques, pourtant à l'origine de la crise financière de 2007-2008, parient sur le fait que les Etats viendront à leur secours en cas de problème (cela s'appelle l'aléa moral), car leur chute risquerait de se répercuter sur l'ensemble des secteurs de l'économie réelle. Par ailleurs, cette garantie implicite de l'Etat permet aux banques privées de se financer sur les marchés de capitaux à un taux avantageux du fait du moindre risque encouru.

«Too big to fail» est une formule qui résume en quelques mots les données du problème. Le système bancaire apparaît aujourd'hui comme une énorme bombe à retardement avec de multiples facteurs de risque : des banques d'une taille démesurée, une interconnexion entre elles qui multiplie les risques, des activités spéculatives très hasardeuses, des fonds propres insuffisants, un contrôle très insuffisant, des sanctions très faibles en cas de manquement, ce que résume parfaitement la formule *too big to fail*, «trop grosses pour aller en prison».

Loin de se consacrer au financement de l'économie réelle, l'activité des grandes banques

est essentiellement de nature spéculative. Pour preuve, en 2013, le montant notionnel des instruments dérivés dans le hors-bilan des banques (c'est-à-dire le montant des sommes sur lesquelles les paris spéculatifs sont faits) s'élevait pour la seule Deutsche Bank à plus de 54 652 milliards d'euros, l'équivalent du PIB mondial. En 2012, le montant notionnel des produits dérivés représentait au niveau mondial 700 000 milliards de dollars, soit 10 fois le PIB de la planète!

Qu'est-ce que le «shadow banking»? Quels sont ses liens avec les banques officielles?

Le *shadow banking* ou «système bancaire de l'ombre» est un secteur bancaire parallèle qui regroupe l'ensemble des acteurs financiers qui agissent en dehors du système bancaire traditionnel et de ses règles. Ces acteurs exercent deux activités : l'une est la titrisation (transformer des prêts en titres financiers destinés à être vendus sur les marchés financiers), l'autre consiste à prêter des titres ou des liquidités en échange d'une rémunération.

En 2012, on estimait à 71 000 milliards de dollars le poids de ce secteur, soit le quart des actifs de la finance mondiale. Le *shadow banking* répond à de multiples attentes du capitalisme financiarisé : parier sur des sommes considérables, frauder et pratiquer l'évasion fiscale en utilisant les paradis fiscaux, soustraire les activités financières à la réglementation.

Qu'est-ce qui a été fait pour réguler les banques depuis 2007? Et pourquoi est-ce en train d'être défait (enterrement des faibles mesures en discussion dans l'Union européenne, décisions annoncées par Trump)?

Face à l'ampleur et au coût de la crise finan-

cière de 2007-2008, les pouvoirs publics de l'époque ont rivalisé de promesses, d'engagements qui se sont révélés des formules creuses.

Aux Etats-Unis, la loi Dodd-Franck votée en 2010 sous la présidence Obama visait à mieux encadrer les produits dérivés, mieux protéger les consommateurs et exiger davantage des banques notamment en matière de capitalisation et de prévention des risques. Elle n'a eu que des effets limités. Cela n'a pas empêché Donald Trump, dans la foulée de son élection, de signer début février 2017 un décret donnant 120 jours à Steven Mnuchin, le nouveau secrétaire au trésor et ancien cadre de Goldman Sachs, pour proposer des modifications de la loi «Dodd-Frank» dans l'objectif de donner davantage de marges de manoeuvre aux banques et d'alléger le contrôle de leurs activités.

En France, la loi bancaire de 2013 s'est révélée un pétard mouillé. A l'occasion d'une audition devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale, Frédéric Oudéa, le PDG de la Société Générale, a reconnu que cette loi concernerait moins de 1% des activités de son groupe.

Une nouvelle crise bancaire est-elle à l'ordre du jour?

Cela ne fait aucun doute et de nombreux analystes financiers – loin d'appartenir à la gauche radicale – partagent ce constat. Les résultats rassurants des stress tests³ menés par les banques centrales ne signifient en aucun cas l'absence de risque. Rappelons que Dexia avait brillamment réussi les stress tests de juillet 2011... juste avant de faire faillite!

Dans la mesure où les activités des banques et de la finance en général sont de nature spéculative, tous les secteurs de leurs négo- ces sont susceptibles de générer une

crise. Les marchés des actions, des obligations, des devises, des matières premières, des dettes publiques, des dettes privées (prêts à la consommation, prêts immobiliers, prêts étudiants), des prêts titrisés, des dérivés sont aujourd'hui les barils de poudre avec lesquels jouent la finance mondialisée en dehors de tout réel contrôle. Les signaux ne manquent pas pour attirer notre attention sur l'explosion financière qui se prépare.

Nous devons nous inquiéter de l'augmentation des prêts à risque, appelés Non Performing Loans, NPLs dans le jargon bancaire.⁴ En Italie, ces prêts à risque représentent à ce jour 17,8% de l'encours total. Aux Etats-Unis, la dette des étudiants atteint le niveau faramineux de 1200 milliards de dollars. L'augmentation des dettes publiques, conséquence des sauvetages bancaires qui ont suivi la crise financière de 2007-2008, est elle aussi un facteur de risque qui ne se limite pas au seul cas grec. A ce propos, il est bon de rappeler que les prétendus plans de sauvetage de la Grèce ont été en réalité des plans de sauvetage des banques. En effet, sur la période 2008-2014, la Commission pour la Vérité sur la Dette publique grecque a chiffré le total des aides aux institutions financières grecques à 146,35 milliards d'euros, 43,6 milliards au titre des recapitalisations, 84,48 milliards de garantie et 18,27 milliard de mesures de liquidité autres que des garanties.

Beaucoup de grandes banques sont aujourd'hui dans une situation délicate. C'est le cas de la Deutsche Bank plombée par les risques de ses dérivés, plus de 6000 procès engagés contre elle et qui a vu le cours de son action divisée par deux en trois ans. Des dirigeants de banques ne reculent pas devant le crime pour tenter de dissimuler leurs malversations. L'assassinat de David Rossi, directeur de la communication de la Banque dei Paschi di Siena, filmé par une caméra de surveillance le 6 mars 2013, en est une triste illustration.

Tu défends la socialisation du système bancaire et non un pôle public financier. Peux-tu expliquer les impasses de la deuxième formule ?

Quelques mots sur la socialisation du système bancaire d'abord. Je préconise en effet la socialisation de l'intégralité du système bancaire et du secteur des assurances, car je considère que la sécurité des encaisses monétaires et de l'épargne, le crédit, l'intégrité du système des paiements ainsi que la

création monétaire relèvent de l'intérêt général. Il s'agit de mettre en place d'un véritable service public bancaire dans lequel les banques de détail assureraient les services essentiels aux particuliers, artisans, commerçants, professions libérales, associations, entreprises et acteurs publics locaux (collectivités, hôpitaux, organismes de logement social). Ce système socialisé comprendrait également les banques d'affaires. La mission des banques de financement et d'investissement (BFI) doit être le financement de grands projets, par exemple la transition écologique, et non la spéculation comme c'est le cas aujourd'hui. Les investissements utiles seraient plus aisément financés par des BFI socialisées que par les BFI

établissements. Mais le périmètre de ce pôle public est toujours en discussion et il est envisagé de l'étendre avec la socialisation d'autres structures. Le danger est grand de voir ce pôle public devenir un supplétif budgétaire de l'Etat, un pompier voué à éteindre les incendies du marché ou une béquille du secteur privé.

Le contrôle citoyen signifie la participation effective des représentants des salariés, des clients, des associations à côté des élus locaux et des représentants des instances bancaires. Ce contrôle est essentiel si l'on veut se donner les moyens de mettre en œuvre un projet qui rompe avec les politiques d'austérité menées partout en Europe et dans le monde.

La socialisation de l'intégralité du système bancaire ne se résume pas à un projet de papier. Elle ne peut voir le jour que dans le cadre d'un puissant mouvement social. Quant au pôle public bancaire, lui aussi devant être porté par un mouvement social, il ne peut selon moi se concevoir que comme une étape d'un projet bancaire dont l'objectif final doit être la socialisation de l'intégralité du système bancaire. De plus, pour avoir quelque chance de répondre à ses objectifs, la création du pôle public devra aller de pair avec la mise en place d'une réglementation très stricte des activités bancaires et financières afin de mettre au pas les banques et les établissements privés du secteur financier.

Enfin, eu égard aux coûts qu'elles ont fait supporter aux Etats et à leurs populations, il serait tout à la fois juste, moral et respectueux des finances publiques que la socialisation des banques privées soit réalisée sans indemnisation à l'exception des petits actionnaires et des structures dont les activités s'inscrivent dans des missions d'intérêt général (par exemple les fonds gérant des retraites). □



Britain's price-fixing scandal and its global impact



Même l'hebdomadaire The Economist trouve à redire (ici en 2012) aux «banksters», mot construit par la contraction de banquiers et gangsters. DR.

actuelles. Ainsi, la socialisation de l'intégralité du système bancaire présente d'incontestables avantages d'efficacité, de cohérence et de sécurité.

Venons-en au pôle public. Ce projet est défendu notamment par la CGT et il est porté par Jean-Luc Mélenchon, le candidat à la présidence de la «France Insoumise». Il consiste à créer un pôle public autour de la Caisse des dépôts et consignations, la Banque de France, la Banque postale, l'établissement public Bpifrance ainsi que d'autres structures de moindre importance. A côté de ce pôle public, on trouverait un pôle mutualiste avec le Crédit agricole, les caisses d'épargne, les banques populaires, le Crédit mutuel, et un pôle privé avec la Société générale, BNP Paribas et tous les autres

1 Militant de SUD-BPCE et du CADTM, Patrick Saurin a écrit «Les prêts toxiques, une affaire d'Etat» (Editions Démopolis, 2013). Son blog : blogs.mediapart.fr/patrick-saurin/blog
2 Le «Financial Stability Board» (Conseil de stabilité financière) est un groupement économique international créé lors de la réunion du G20 à Londres en avril 2009. Il a pour mission de faciliter la coopération en matière de supervision et de surveillance des institutions financières.

3 Les «stress tests», ou tests de résistance bancaire, sont des exercices menés par les banques centrales afin d'évaluer les capacités de résistance des banques dans l'éventualité où celles-ci seraient confrontées à une situation économique et financières de crise. Ces tests ne sont pas fiables car ils sont davantage destinés à rassurer les populations qu'à évaluer les risques de manière objective.

4 Les «prêts non performants» recouvrent toutes les créances dépréciées ou classifiées en défaut (les prêts considérés irrécouvrables), ainsi que toute exposition où le retard de paiement excède 90 jours, ou sur laquelle existent des indications de difficultés du débiteur à rembourser le principal ou les intérêts.

La crise... mais quelle crise ?

PAR YANN CÉZARD

De quoi parle-t-on quand on évoque la « crise » ? Une crise sociale et ses millions de chômeurs ? Une rupture ponctuelle dans la croissance du capital, ou une crise systémique et durable ?

Car la notion de crise est depuis longtemps mise à toutes les sauces. La preuve : lorsque l'on nous annonça le basculement du monde dans la crise, en 2007-2008, nous, les gens ordinaires, fûmes bien surpris. Non que l'on s'imaginait, comme de bêtes traders, que la croissance capitaliste continuerait indéfiniment de pousser comme des arbres immortels vers le ciel. Mais la crise, ma foi, on avait l'impression d'être dedans depuis... quarante ans, c'est-à-dire, pour la moitié de la population, depuis toujours. En France, pays riche, sixième puissance économique du monde, le taux de chômage officiel n'est après tout jamais descendu en dessous de 8% depuis les années disco.

Faisons donc un peu de tri. Reprenons par exemple le problème depuis le début, en nous rappelant comment le concept de crise capitaliste s'est construit dans la pensée libérale et dans la pensée marxiste, au fur et à mesure des évolutions du capitalisme lui-même.

LES LIBÉRAUX : DE LA NÉGATION À LA JUSTIFICATION

Aux débuts de la pensée économique libérale, et de la révolution industrielle, la tendance dominante était à nier la possibilité même d'une crise générale de surproduction (au-delà d'un secteur particulier de l'économie). Jean-Baptiste Say, célèbre économiste de la première moitié du 19^e siècle, affirmait ainsi que l'offre (la production) créait par elle-même une demande correspondante. Les capitalistes investissant et embauchant généraient par là-même des revenus assurant une demande satisfaisante, à l'échelle de tout le système.

Hélas ! Des crises « commerciales » brutales et régulières du système, qui

voyaient toute l'économie se gripper, les marchandises ne pas trouver d'acheteurs et les entreprises faire faillite en chaîne, il y en eut tout au long du 19^e siècle. Les libéraux se replièrent sur une prétention plus raisonnable : des crises générales sont possibles, oui, mais elles ne peuvent pas être durables. Et elles viennent largement de perturbations extérieures au mécanisme du marché ou de comportements déviants (notamment des financiers), ainsi que des interventions de l'Etat grippant le libre jeu du marché.

Pour les libéraux (et c'est encore globalement vrai aujourd'hui), le capitalisme était un système stable et dans ce cadre, si crises il y a, ce sont des maladies et en même temps le remède à ces maladies. Le libéralisme, peu à peu, a donc moins nié la possibilité des crises que leur gravité et affirmé leur rôle de régulation nécessaire et très transitoire du système. Il les a pensées comme des purges douloureuses mais salutaires. En effet, comme le capitalisme alloue les ressources (le travail humain, les capitaux, machines et matières premières) de façon décentralisée et privée, il ne peut y avoir de certitude que les produits demandés trouveront preneurs (en tout cas, preneurs solvables). La reconnaissance de la valeur d'une production par la demande sociale (solvable, encore une fois) n'a lieu qu'a posteriori. La crise de surproduction ponctuelle entraîne une purge : les marchandises ne trouvent pas preneur, les entreprises doivent baisser leurs prix, et au passage les moins compétitives sont éliminées. Les plus performantes subsistent et peuvent à nouveau aller de l'avant. Tout recommence, en mieux.

Il en va de même d'un prix crucial : le salaire. Pour les libéraux, en dehors de périodes temporaires de recherche d'emploi, il n'y a de chômage que volon-

taire (les chômeurs refusant d'accepter la rémunération fixée par l'offre et la demande de travail sur le marché) ou provoqué par la fixation d'un salaire minimum par l'Etat. Mais la réalité du capitalisme a, dès l'origine, infirmé cette vision. Quand l'économie est en phase de prospérité, elle connaît un boom et peut tendre vers le plein emploi. Les salaires montent, et donc rognent plus sur les profits. La rentabilité du capital fléchissant (parce que l'exploitation du travail humain fléchit), les capitalistes désinvestissent et licencient. Comme le dit d'ailleurs Marx, se reconstitue alors une nouvelle « armée de réserve industrielle », une grande masse de chômeurs qui fait à son tour pression sur les salaires, les fait tendre à la baisse, et permet au taux de profit de remonter. Le capitalisme s'autorégule ainsi et peut continuer sa marche vers le progrès à travers ces courts épisodes désagréables que sont les crises cycliques.

MARX FACE AUX CRISES

Or Marx ne niait pas cette fonction purgative et régulatrice des crises cycliques. A une « nuance » près : à la différence du cynisme repu des économistes libéraux, il y voyait un scandale et une preuve de l'irrationalité barbare du système, une illustration parmi d'autres du fait que ce système méritait d'être détruit, puisque les crises, avec leur cortège d'horreurs sociales, étaient non seulement possibles mais indispensables à la régulation du système et donc inévitables. Il y voyait aussi la manifestation de l'absurdité intrinsèque du capitalisme.

Car on concevait aisément que les crises reviennent incessamment sous « l'ancien régime » économique, avant la révolution industrielle. Dans des sociétés essentiellement agricoles, des catas-

trophes climatiques, grands gels, sécheresses, etc., pouvaient faire s'effondrer les récoltes; la flambée des prix des céréales d'un côté, l'effondrement des revenus agricoles de l'autre, se transmettaient à l'économie urbaine, via le pain cher et le chômage. La crise venait d'une sous-production. La crise c'était la disette, liée aux impuissances de l'homme face aux aléas naturels. La crise capitaliste aux temps de la révolution industrielle est à l'inverse une stupide crise de surproduction, résultat d'un système social de production historiquement déterminé, qui fait crever les pauvres sous les effets d'une surabondance de biens.

Cette idée est centrale dans l'analyse des crises par Marx, et s'il n'existe pas à proprement parler dans ses œuvres une théorie compacte, unifiée, de celles-ci, il établit un faisceau d'explications distinctes, mais qui convergent vers le constat de contradictions profondes et inévitables du système: la contradiction production/consommation; l'anarchie capitaliste; la tendance à la baisse du taux de profit.

Ces contradictions résident dans l'essence même du capitalisme, qui développe à la fois le caractère de plus en plus social de la production (qui réunit désormais des millions et millions d'humains dans une division du travail mondiale de plus en plus poussée) et le caractère privé de la propriété des moyens de production. Certes les crises, dans l'histoire du capitalisme, se suivent et ne se ressemblent pas tout à fait. Il y eut des crises commerciales mais aussi financières, elles-mêmes bancaires ou monétaires. Mais ces différences tiennent à l'enchaînement particulier de la crise, lui-même lié aux caractéristiques particulières que peut prendre le capitalisme à une étape donnée de son évolution. Or toutes ces crises sont en fait possibles à cause de la nature générale du capitalisme. Ce qui rend possibles et même inévitables les crises dans le capitalisme est une chose, leur déclenchement particulier (krach boursier, crise de la dette privée ou publique, cascade de faillites commerciales) en est une autre.

LA CONTRADICTION PRODUCTION/ CONSUMMATION

Le capitalisme ne peut pas concilier harmonieusement production et consommation. Il repose sur le profit privé, qu'il tire de l'exploitation du tra-

vail des hommes. Et c'est ce qui d'emblée tend à limiter la consommation des travailleurs, et donc pose un problème de débouchés pour la production capitaliste.

Il y a cependant du « jeu » dans le système (qui ne meurt pas si facilement de ses contradictions!) : d'un côté, la consommation ne dépend pas que des classes populaires exploitées, mais aussi des marchés extérieurs et des classes riches elles-mêmes. Les marxistes insistent donc souvent moins sur la « sous-consommation » des

classes populaires et des entreprises ayant investi de façon hasardeuse font défaut de paiement, les organismes créanciers (souvent les banques) sont menacés de faillite ou sont si encombrés d'une montagne de créances irrécouvrables qu'ils ne prêtent plus, ou alors à des conditions draconiennes. Le crédit gelé, c'est aussi le gel de la consommation des particuliers et de l'investissement des entreprises, l'un et l'autre s'entraînant alors réciproquement dans la chute: baisse de la demande, licenciements, bas salaires, baisse de la de-



classes populaires comme cause générale des crises, que sur la « suraccumulation du capital » comme origine des crises: trop de capitaux sont accumulés par rapport aux possibilités de profit, y compris, éventuellement, à cause du manque de débouchés et du défaut de profitabilité des capitaux.

De l'autre côté, face au péril d'une surproduction, due à l'incapacité de la population à consommer autant qu'elle produit, le crédit est depuis longtemps une méthode éprouvée pour tenter de surmonter cette contradiction, en facilitant aussi bien la consommation des classes populaires que la consommation « productive » des capitalistes, leurs achats de machines, terrains, brevets, etc.

Mais le crédit ne résout pas le problème comme par miracle, il le reporte dans le temps. Tôt ou tard le ferment de la crise se manifeste de façon d'autant plus catastrophique que l'endettement fut massif et prolongé. C'est alors que la crise se déclenche sous une forme financière: de nombreux débiteurs aux trop faibles reve-

mande, et ainsi de suite. Un autre ressort de la crise financière est la spéculation boursière: les entreprises capitalistes, pour se développer, ont besoin de centraliser d'énormes masses d'argent qui dépassent les ressources des individus; elles le font en ouvrant leur capital et en émettant des actions ou en s'endettant auprès des banques ou du public (obligations). Actions, obligations et, également, emprunts d'Etat sont négociés en Bourse et sont des instruments de la spéculation.

La crise latente de surproduction peut donc d'abord prendre la forme d'une crise financière. Et puisque le lecteur peut s'énerver à attendre depuis deux pages que l'on parle un peu ici de notre crise à nous, celle ouverte en 2007, quelques données modernes peuvent éclairer ce mécanisme dégagé par Marx il y a si longtemps. D'abord, un chiffre troublant: les 1% d'Américains les plus riches accaparaient en 2007 20% des re-



venus, un niveau jamais vu depuis... 1928. Car dans les années 1920 aussi, la hausse du salaire réel ne suivait pas la hausse de la production et de la productivité. Entre 1920 et 1929, la somme des profits, intérêts et rentes s'était gonflée de 45%, quand la masse des salaires n'augmentait que de 13%, et que des millions de petits agriculteurs surendettés tiraient le diable par la queue.

Un monde pas si loin du nôtre. Dans les années 1930 les entreprises capitalistes, et des millions de familles, étaient engluées dans des montagnes de dettes. Les années 2000 furent aussi des années folles de l'endettement des particuliers (et donc des créances pourries des banques), si bien que sept millions d'Américains firent faillite personnellement entre 2007 et 2010, une grande partie étant expulsés de leur maison. C'est par là que commença la crise actuelle, par les « subprimes ».

L'ANARCHIE CAPITALISTE

Le capitalisme entre aussi en crise parce qu'il est anarchique. Cela vaut aussi bien des phases ascendantes que descendantes des cycles capitalistes. Quand l'euphorie règne, tous les capitalistes investissent pour leur propre compte pour profiter des occasions de faire du profit, sans vouloir ou pouvoir vérifier (car ce serait absurde de vouloir le faire à titre individuel) si leurs investissements correspondent à une vraie demande effective (solvable bien sûr, la seule qui puisse les intéresser). De même qu'au niveau de la finance, de ce point de vue caricature de tout le système, les investisseurs placent leurs créances tant que les possibilités de gagner ainsi beaucoup d'argent subsistent et achètent des actions tant que les prix de celles-ci montent. « *Tant que la musique joue il faut se lever et danser* », rappelait l'ancien patron de la grande banque américaine Citigroup, Charles Prince, à la veille de sa destitution l'été 2008.

Quand le krach survient par une chute des actions ou une cascade de défauts de paiement des dettes, chacun se précipite au contraire pour sauver sa peau, vend ses actions et contribue ainsi à la panique boursière générale. Les créanciers n'hésitent pas à acculer leurs débiteurs à la faillite pour pouvoir récupérer de quoi rembourser leurs propres

dettes, et ne font ainsi qu'alimenter une nouvelle vague de faillites. De même qu'au niveau de l'économie réelle, où l'on produit des biens et des services, chaque entreprise licencie pour sauver sa rentabilité et du coup contribue à déprimer la demande générale, y compris à ses propres dépens.

Ces paniques furent fréquentes dans l'histoire du capitalisme, même si l'on se souvient surtout des plus spectaculaires, en 1929 ou en 2008. C'est le côté irrationnel de ce système, fondé sur la propriété privée, la concurrence, et l'irresponsabilité de chaque capitaliste.

LA TENDANCE À LA BAISSÉ DU TAUX DE PROFIT

De plus, Marx pensait qu'au sein du système capitaliste il y avait une tendance, structurelle, à la baisse du taux moyen de profit. On peut interpréter cette tendance comme la manifestation d'une contradiction essentielle du capitalisme. Celui-ci ne progresse que par l'extraction de toujours plus de plus-value, issue du travail humain. Mais il tend, par les mécanismes de la concurrence, à réduire la part du travail humain dans la production (et à augmenter celle des machines), et par là-même la possibilité d'extraire de la plus-value. Le progrès technique est à la fois au cœur de la dynamique du capitalisme et en contradiction avec lui.

La tendance à la baisse du taux de profit entraîne une crise de suraccumulation. De plus en plus de capitaux sont investis, mais avec des possibilités restreintes de les valoriser, donc pas dans des conditions de rentabilité suffisantes. Il y a pléthore de capitaux. Une purge est nécessaire pour éliminer une partie de ces capitaux, il ne peut y avoir sinon de reprise. La crise permet ainsi un rebond de l'accumulation, par destruction de capitaux (destruction de stocks de marchandises, fermetures d'usines, restructurations, élimination d'une partie de la concurrence).

Il existe cependant des contre-tendances à cette « loi » de la baisse tendancielle du taux moyen de profit. Les capitalistes tentent de relever leur taux de profit, par exemple en augmentant le taux de plus-value, par une exploitation accrue du travail humain (augmentation de la durée du travail, intensification, mais aussi localisation des industries dans des pays plus pauvres). Mais il peut y avoir aussi une tendance à la baisse du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, car le

progrès technique lui-même, à la fois, fait baisser le taux de profit en diminuant la part du capital variable dans le capital total, mais le remonte lorsque, via les secteurs producteurs de biens de consommation, il fait baisser le coût de production de ceux-ci, et permet de limiter les salaires à payer aux travailleurs.

Il n'y a donc pas là de loi de déclin ou d'effondrement inéluctable du capitalisme, mais une tendance permanente à la crise de la rentabilité, donc à la crise tout court. De façon générale, Marx ne prophétisait pas une sorte de « crise économique finale » du capitalisme, un « effondrement » général, le socialisme surgissant alors des ruines fumantes du vieux monde failli. Il insistait plutôt à la fois sur un éternel retour des crises conjoncturelles, avec toutes les souffrances qui les accompagnent pour le prolétariat, et sur les tendances à long terme du capitalisme : d'un côté le progrès technique et une organisation de plus en plus universelle de la production, d'un autre



Années 1930 : « Le plus haut niveau de vie du monde. Rien ne vaut la manière américaine ». DR.

côté toujours plus d'exploitation, de misère, et cette absurdité de la pauvreté des hommes dans l'abondance des richesses.

PETITES CRISES ET GRANDES CRISES

Mais la Grande Dépression des années 1930, par exemple, n'était pas une simple crise cyclique d'ajustement du système, criminelles dans leurs effets sociaux, nécessaires à la régulation du capitalisme. Il y a des temps longs dans l'histoire du capitalisme, des phases économiques ascendantes et descendantes, ou encore des « ondes longues », comme le défendait par exemple l'économiste marxiste Ernest Mandel, temps longs à l'intérieur desquels surviennent les crises cycliques. Et il y a des grandes « crises systémiques », au sens non seulement où elles entraînent tout le système économique dans la récession (c'est le sens usuel de « systémique » dans la presse économique patronale ou financière), mais aussi, pour les marxistes, parce qu'elles viennent des contradictions de tout un système et que pendant un long moment, elles ne trouvent aucune issue dans le cadre du système tel qu'il est.

On pense évidemment à ces longues et

l'épuisement du boom d'après-guerre, ou encore, peut-être (c'est tout le débat justement!), ainsi qu'en 2007-2008. C'est la Grande Dépression de 1929 qui fut la plus grande et la plus catastrophique crise du capitalisme dans l'histoire. On a toujours un peu la tentation de comparer celle de notre époque au grand krach et à ses conséquences mondiales. C'est à la fois stimulant et inhabitant pour la réflexion. Toujours est-il qu'après le long calvaire des années trente, tous les économistes durent quelque peu revoir leurs raisonnements : pourquoi une récession « cyclique » s'était-elle transformée en grande et longue dépression ?

**LA CRISE DE 1929 :
LEÇONS DES TÉNÉBRES**

Par sa violence et sa durée la grande Dépression provoqua aussi, forcément, une crise dans la pensée économique libérale. Au début les gouvernements appliquèrent leur vulgate, avec fanatisme : puisque le système est en lui-

rieure. Tout en assurant l'équilibre budgétaire : leurs politiques de « déflation » (d'austérité dirions-nous aujourd'hui) aggravèrent encore la crise. Ils se comportèrent tous en Diafoirus, le médecin qui chez Molière tue les malades en prétendant les guérir par ses saignées. La raison de cette folie n'était pas purement idéologique. Pour intervenir autrement et massivement, les Etats capitalistes auraient eu besoin d'instruments adéquats, d'énormes budgets et de moyens de contrôle, qui supposaient de bousculer les divers intérêts établis de la bourgeoisie, et qui n'apparaîtront que plus tard, à l'issue justement de cette période tragique.

Après une telle débâcle et le discrédit des recettes libérales orthodoxes, les économistes partisans du capitalisme durent cependant manger une partie de leur chapeau et réviser la doctrine. Certains en conclurent que la grande faute des gouvernements en 1929 avait été non de tenir l'équilibre budgétaire par l'austérité, mais de laisser faire les faillites bancaires et l'effondrement du système financier, la raréfaction de la monnaie et du crédit. Ce qui empêcha les entreprises capitalistes, écrasées de dettes, de se relancer. C'est devenu une idée centrale chez les gouvernements (et les dirigeants des banques centrales) aujourd'hui : faire l'austérité, rendre plus faciles les « régulations » libérales (la précarisation et la baisse des salaires), mais aussi faciliter le crédit et injecter des liquidités pour pas cher, afin d'aider les capitalistes à investir. Tout en évitant de basculer dans une guerre commerciale et monétaire internationale destructrice. Peut-être les gouvernements d'aujourd'hui peuvent-ils se vanter d'avoir, avec cette politique, mis un coup d'arrêt à la dégringolade de 2008-2009. Ils ont le sentiment de ne pas avoir reproduit les erreurs des années 1930. Quant à rendre possible une vraie reprise, c'est autre chose.

Après 1929 il y eut aussi des « dissidents », comme Keynes et ses héritiers. Pour eux, l'économie capitaliste n'était pas automatiquement stable. Le libre jeu du marché pouvait conduire à une situation durable de « sous-emploi » où le chômage serait lié à une insuffisance de la demande qui n'avait aucune raison de se combler spontanément. On



profondes crises du système qui commencèrent en 1929, au début des années 1970 (mais jusqu'à quand ?) lors de

même stable et s'autorégule fort bien, il fallait laisser la crise faire son travail purgatif, pour permettre la reprise ulté-



pouvait donc rester longtemps dans le «trou» de la dépression, faute de demande effective solvable. Voyant dans le prolongement de la crise de 1929 la conséquence d'une chute de la consommation des biens durables, Keynes préconisa de relancer la demande et non tant d'augmenter les salaires que de creuser le déficit budgétaire de l'Etat par des programmes d'investissements publics, sans craindre l'inflation. Inflation qui aurait pour vertu, d'ailleurs, de rogner discrètement les salaires et surtout les dettes... des capitalistes et des entreprises, condition indispensable à l'investissement et à la reprise. Il y avait quelque chose d'iconoclaste dans la théorie de Keynes: pour sortir de la crise, il ne fallait pas avoir peur de «l'euthanasie du rentier», dont les fortunes non ou mal investies seraient réduites à néant par l'impôt et l'inflation.

FACE À LA CRISE, UN BIEN CRUEL DILEMME...

Les recettes purement libérales furent discréditées par la catastrophe de 1929, mais le New Deal de Roosevelt, qui a très partiellement des points communs avec les préconisations de Keynes, ne réussit pas pour autant à sortir les Etats-Unis de la Grande Dépression. C'est la guerre mondiale, et en fait les immenses transformations économiques et sociales qui se firent à travers elle, qui assura cette «sortie de crise». En fait, les libéraux et les keynésiens des années trente jusqu'à aujourd'hui, tous partisans du maintien de l'économie capitaliste et de marché, avaient (et ont encore) un problème en quelque sorte symétrique. Les uns en insistant sur la crise du profit et la nécessité d'une purge plus conséquente pour redresser les profits et relancer l'offre, aggravent la crise des débouchés, quand les autres insistent sur la crise de la demande et le manque de débouchés, sans avoir de solution miracle pour relancer à la fois la demande et la profitabilité du capital.

Keynes lui-même avait vite saisi qu'il ne s'agissait pas en 1929 d'une crise comme les autres, et n'avait pas hésité à casser quelques tabous de l'économie bourgeoise «orthodoxe». Mais s'il pensait à juste titre qu'il n'y aurait pas de retour automatique à «l'équilibre» (au plein emploi des capacités produc-

tives de la société, y compris les hommes), il ne croyait pas pour autant que le moteur du capitalisme lui-même était en cause. Il disait en 1930: «*Nous avons un problème de magnéto (d'alternateur)*». Ce que Paul Krugman, lui-même défenseur moderne du keynésianisme, commente ainsi dans son livre *Pourquoi les crises reviennent toujours?*: «*Dans le fond il faisait preuve de conservatisme, il était en train de dire que le problème de moteur n'était pas grave, qu'il n'était justiciable que d'une réparation technique. A une époque où de nombreux intellectuels à travers le monde étaient convaincus que le capitalisme, comme système, avait échoué, que seul le passage à une économie centralement planifiée pourrait sortir l'Occident de la grande dépression, Keynes affirmait que le capitalisme n'était pas condamné, qu'une intervention très limitée – une intervention qui laisserait intactes la propriété privée et la prise de décision privée –, était tout ce qui manquait au bon fonctionnement du système.*»

DANS QUEL GENRE DE CRISE SOMMES-NOUS?

Or précisément, la tragédie des années trente savait des racines bien plus profondes que ce que pouvait en accepter Keynes. Elle résultait sans doute de l'impossibilité durable de relancer à la fois la demande et le profit, et cela dans un cadre international peu «coopératif», lié à la guerre économique qu'est en soi le capitalisme, mais aussi au contexte international de cette époque, un entre-deux-guerres. Le capitalisme d'alors tombait durablement dans une «trappe», où relancer les profits comprimait la demande et relancer les salaires menaçait les profits, dans un cercle vicieux durable (et c'était en fait la conséquence de ce qu'était devenue la société capitaliste à cette époque). A moins de remettre en cause le cadre même du capitalisme.

Sommes-nous aujourd'hui dans une grande crise de ce type? Toutes proportions gardées, c'est sans doute le cas. C'est en tout cas ce qu'envisagent les économistes marxistes que nous avons interviewé dans ce dossier. **Michel Husson** discute d'une «stagnation séculaire». **François Chesnais** parle de «limites infranchissables pour le capitalisme». D'autant plus qu'un élément nouveau s'invite à la «fête»: la crise écologique majeure dans laquelle le capitalisme est en train de plonger l'humanité, et qui est

peut-être désormais non seulement dramatique pour notre espèce, mais aussi un point de blocage pour l'avancement du capitalisme lui-même. Et comment ne pas redouter l'éclatement d'une nouvelle crise financière, puisque le fonctionnement de la finance est resté au moins aussi dangereux qu'il y a dix ans, comme nous l'explique **Patrick Saurin**?

Leurs analyses ne se cantonnent bien sûr pas à des généralités anhistoriques. A chaque époque le capitalisme fonctionne de façon particulière, il a ses structures, et les grandes crises sont les crises de ces structures. Pendant un temps, le système connaît une relative croissance de long terme (relativement vive dans les années 1960, beaucoup plus molle depuis le milieu des années 1970 dans les pays développés). Mais quand les ressorts de cette croissance sont cassés, ou «détenus», il peut s'ouvrir une longue phase pendant laquelle le capitalisme se cherche, de façon chaotique, un nouvel équilibre, de nouveaux ressorts.

Ainsi, pour Isaac Joshua (*La Crise de 1929 et l'émergence américaine*), la grande dépression des années trente, dans son épiscentre américain, fut en grande partie la crise d'une société capitaliste où pour la première fois dans l'histoire le poids du salariat était devenu essentiel pour assurer une demande régulière aux entreprises capitalistes, mais où rien n'existait pour garantir un niveau minimal de cette consommation populaire, ni assurances sociales, ni conventions collectives, ni gains salariaux un minimum «accrochés» aux gains de productivité. Pour sa part, Michel Husson tendrait à penser que la crise des années 1970 fut essentiellement une crise du taux de profit, compromis par les hausses de salaires et le développement de l'Etat-providence, alors que la grande crise de 2007 (la «nôtre») serait d'abord celle d'une crise des «solutions» (néolibérales) à la crise des années 1970, une crise profonde de la demande. Proposition qui rencontre le scepticisme d'autres économistes marxistes.

Sans songer à trancher dans ces débats, ce dossier n'a qu'une ambition: évoquer ces quelques pistes de réflexion, maintenant que nous avons déjà, malheureusement, un recul de dix années sur cette nouvelle grande crise du capitalisme. □

Le Bumidom: des Antillais et Réunionnais déportés vers la métropole

PAR RÉGINE VINON

A l'occasion de la sortie récente du film « Le gang des Antillais », on a reparlé dans les médias du Bumidom, évoqué dans cette réalisation. Une histoire peu glorieuse pour l'impérialisme français et plus que méconnue en France, qu'il est bon de se remémorer.

Pourquoi y a-t-il tellement d'Antillais à la Poste, dans les hôpitaux et dans la fonction publique en général? Ce n'est pas le fruit du hasard mais bien celui d'une longue histoire, commencée en 1963. C'est à cette date en effet que le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer (Bumidom) a été créé par Michel Debré, premier ministre de De Gaulle. A travers cet organisme, dont les activités se sont poursuivies jusqu'en 1981, 160 000 personnes ont quitté pour la métropole leurs îles respectives, Guadeloupe, Martinique et Réunion. Une hémorragie pour ces trois territoires qui, à l'époque, regroupaient chacun plus ou moins de 300 000 habitants.

Dans les années 1960, dans ces îles de monoculture, la crise de l'industrie sucrière entraînait une grave crise économique ainsi que des mouvements sociaux importants. Le contexte international était marqué par des luttes d'émancipation nationale et de décolonisation. Parallèlement, la France de De Gaulle, en plein boom économique, avait un besoin important de main d'oeuvre. Tous les ingrédients étaient donc réunis pour que la migration commence.

ECONOMIE À LA DÉRIVE, SITUATION SOCIALE EXPLOSIVE

Les départements d'outre-mer étaient alors extrêmement pauvres. La misère était palpable, avec les bidonvilles qui s'étendaient aux portes des villes. Les familles très nombreuses s'entassaient dans des cases sans eau ni électricité. Il n'y avait pas assez d'écoles, et peu de travail. La plupart des emplois étaient

fournis par les planteurs de canne à sucre, souvent descendants d'esclavagistes. C'était le règne de la monoculture sucrière. Et lorsque les capitalistes du sucre décidèrent d'orienter leurs capitaux ailleurs et de vendre leurs terres aux promoteurs immobiliers, la crise devint majeure. Le chômage, déjà très important, se fit endémique, avec l'impossibilité pour les nouvelles générations de trouver un travail. Les ouvriers agricoles s'amas-

20 ans dont le nombre croît rapidement ». Il demanda au gouvernement une réaction rapide.

Celui-ci prit alors quelques mesures destinées à apaiser la situation: il rappela un vaisseau militaire s'appêtant à partir vers l'île, y interdit l'entrée de travailleurs étrangers et prévit une hausse de 5% du salaire minimum. Cela favorisa le retour au calme.¹ Mais pas pour longtemps, car en mars 1961, une grève marchande des ouvriers agri-



saient dans les villes et étaient furieux contre les propriétaires blancs.

Des émeutes éclatèrent, notamment en Martinique en 1959 et 1961. Le 20 décembre 1959, un automobiliste métropolitain renversait le scooter d'un noir martiniquais. Les CRS étaient appelés. Leur attitude provocante suffit pour que l'incident tourne à l'affrontement entre policiers métropolitains et habitants des quartiers populaires. Il y eut deux morts. Le secrétaire général de la préfecture expliqua ainsi les tensions: la vraie raison des troubles est « l'incertitude de l'avenir pour ceux de

coles fut organisée à travers le pays pour des augmentations de salaire. Il y eut 75% de grévistes selon les chiffres de la préfecture. Le 24 mars, les gendarmes tiraient sur la foule rassemblée au Lamentin, une commune de l'île, faisant trois morts et vingt-et-un blessés.

La répression a marqué les esprits, à l'image de ces extraits du discours de Georges Gratiant, maire communiste du Lamentin:

« Au nom de l'ordre et de la force publique, au nom de l'autorité qui nous régente, au nom de la loi et au nom de la France, une

poignée d'assassins en armes vient de creuser trois tombes d'un coup dans notre sol lamentinois.

«Crime plein de lâcheté et plein d'horreur! Crime policier, crime raciste, crime politique. Policier certes, parce que pas une main civile n'a commis en cette nuit du vendredi 24 mars 1961 le moindre geste meurtrier.

«Vingt et un blessés et trois cadavres, voici le bilan de cette nuit tragique, de ces minutes de rage policière. Nous mesurons alors le poids du mépris des meurtriers en uniformes et nous savons aujourd'hui encore mieux qu'hier le peu de poids que pèsent dans la balance de l'Etat français les vies humaines, lorsque ces vies-là sont celles des nègres de chez nous.

«Ici, les assassins officiels – sans crier gare – couchent sur le sol, en deux salves sanglantes, des hommes, des femmes, qui ont commis la faute de ne pas être contents d'avoir été si longtemps trompés, abusés, exploités. Qui veut du pain aura du plomb au nom de la loi, au nom de la force, au nom de la France, au nom de la force de la loi qui vient de France.

«Pour nous le pain n'est qu'un droit, pour eux le plomb c'est un devoir. Et dans l'histoire des peuples noirs Toujours a tort qui veut du pain Et a raison qui donne du plomb.»²

Ce discours lui valut d'être poursuivi par le gouvernement français et frappé de suspension de ses fonctions par la justice. La situation s'est cependant calmée par l'ouverture de négociations et la promesse d'une augmentation des salaires. Un protocole d'accord était signé le 14 avril entre exploitants et syndicats, sous l'arbitrage du préfet: augmentation des salaires de 7%, aucune sanction contre les grévistes.

LA SITUATION INTERNATIONALE

Le préfet demanda alors d'accroître la surveillance des étudiants antillais de retour de métropole, «contaminés par la propagande communiste» créant le «désordre d'une jeunesse intoxiquée, et totalement désœuvrée».

Car la situation internationale était favorable au développement des idées révolutionnaires et d'émancipation nationale. En 1959, Fidel Castro prenait le pouvoir à Cuba. La révolution cubaine marquait les esprits des jeunes antillais. Il y eut aussi Madagascar, proche

de la Réunion, qui a accédé à l'indépendance en 1960. En 1962 c'était au tour de l'Algérie d'obtenir son indépendance, à la suite d'une longue et cruelle guerre de libération. De Gaulle ne voulait pas que les îles antillaises ou la Réunion entament à leur tour dans une lutte d'indépendance. Il envoya alors à la Réunion Michel Debré, son premier ministre, pour s'y faire élire dans des conditions tout à fait coloniales – des

femmes étaient séparés: les hommes, envoyés vers les provinces dans des centres de formation; les femmes, dans un bus vers une destination inconnue. En Seine-et-Marne, un centre de formation spécialement créé enseignait aux femmes ce qu'il fallait pour devenir femme de ménage: éplucher pommes de terres, mettre la table, préparer les repas.

La déception a été immense, comme



employés de la mairie venant déposer le bon bulletin dans les maisons.

Le gouvernement a alors senti que la situation pouvait exploser dans ses anciennes colonies, et c'est dans ce contexte que le Bumidom a été créé, le 7 juin 1963. Le but était d'éloigner de leurs îles les jeunes Antillais et Réunionnais.

A travers des campagnes de communication, avec distribution de tracts dans les mairies, les bureaux du Bumidom proposèrent aux plus démunis un emploi dans la fonction publique en métropole. Les jeunes passaient une visite médicale et un test d'évaluation: il n'y avait pas de recalés. L'objectif était de déplacer le plus de gens possible, notamment des jeunes, en les appâtant ainsi que leurs parents par des promesses de formation et de travail. Tous les mercredis, en Guadeloupe, un avion s'envolait vers la France. La majorité des partants avait de 18 à 25 ans, pas de diplôme, étaient souvent des aînés de familles nombreuses et pauvres.

DES PROMESSES À LA RÉALITÉ

Dès le départ, les hommes et les

avec cette institutrice qui témoigne, dans le documentaire *L'avenir est ailleurs*, qu'on lui avait proposé un travail de femme de ménage. Ces femmes croyaient pouvoir bénéficier d'une formation et choisir un métier. Or, voilà qu'on leur apprenait les bonnes manières, de façon à servir chez les riches et les politiques. Rien n'avait été expliqué au départ à ces exilés, qui se sentirent vite comme en prison. Tous les samedis, une directrice de foyer demandait aux femmes de se faire belles pour recevoir leurs futurs employeurs, et alors qu'elles défilaient, le public employeur choisissait, comme au temps de l'esclavage!

Après l'apprentissage, les gens étaient lâchés dans Paris avec un simple ticket de métro, à eux de se débrouiller et tant pis pour les promesses d'emploi et d'aide au logement. Un témoin raconte ainsi son logement de quatre mètres sur deux mètres cinquante. De nombreux autres rapportent le racisme rencontré lorsqu'ils cherchaient à se loger.

ADAPTÉS AUX BESOINS DE L'ÉCONOMIE DE LA MÉTROPOLÉ

En France, c'était l'époque des « Trente

glorieuses». Il y avait un manque de main-d'œuvre, si bien que les Antillais trouvaient facilement du travail, mais pas forcément celui qu'ils avaient imaginé et que le Bumidom avait promis. Dans un documentaire passé sur la chaîne LCP Sénat, intitulé «*Bumidom, des Français venus d'outre mer*», un ancien ouvrier témoigne sur le bain qu'était l'usine Simca à l'époque.

Les métiers offerts étaient ceux où il y avait un besoin de main-d'œuvre, bâtiment, mécanique, PTT. Un antillais sur deux fut admis dans la fonction publique, mais aux postes les moins qualifiés. Après la première génération installée, le Bumidom poursuivit son action en autorisant les regroupements familiaux, contribuant ainsi à l'accumulation de foyers modestes dans les banlieues, qu'eux-mêmes ont construites et où ils habitent.

Les salaires étaient misérables et ne leur permettaient pas de retourner dans leurs îles: ils gagnaient alors entre 350 et 400 francs par mois, pour un coût de 7500 francs par billet d'avion! Les Antillais et Réunionnais arrivés sur le territoire français devaient donc y rester. Les désillusions cruelles provoquèrent de nombreux suicides. Les Antillais ne trouvaient leur place nulle part: dans leur île ils étaient des «*néropolitains*», en France ils se trouvaient en butte au racisme, confondus avec les immigrés qui arrivaient aussi en masse ces

années-là, recrutés pour travailler et contribuer au boom de l'économie française.

Le Bumidom n'aura rien changé au chômage des îles, qui reste toujours aussi important. Ses buts colonialistes ont par ailleurs été dénoncés, notamment en 1968, quand ses locaux ont été occupés par des étudiants et travailleurs antillais, et couvert de graffitis dénonçant ses agissements.

UNE TENTATIVE DE SUBSTITUTION DES NOIRS PAR DES BLANCS ?

Aimé Césaire avait en son temps, en prenant la parole devant l'Assemblée nationale au sujet de la Guyane, parlé d'un génocide par substitution. Une opinion étayée par ce bulletin de propagande de 1963, publié à l'intention des Blancs de métropole: «*vous êtes attirés par le charme de nos belles colonies, vous êtes en cela bien inspirés, car elles vous offrent l'espérance d'une vie certainement plus agréable qu'en métropole.*»

Si le terme est fort, il renferme cependant une part de vérité. Pierre Messmer, premier ministre de De Gaulle, écrivait ceci en 1972, à propos de la Nouvelle-Calédonie: «*colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, [elle] est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants.*

Il faut donc saisir cette chance ultime de créer un pays francophone supplémentaire. La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique.

«*A court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. A long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. Il va de soi qu'on n'obtiendra aucun effet démographique à long terme sans immigration systématique de femmes et d'enfants (...) Les conditions sont réunies pour que la Calédonie soit dans vingt ans un petit territoire français prospère comparable au Luxembourg et représentant évidemment, dans le vide du Pacifique, bien plus que le Luxembourg en Europe.*»³ □

1 In Etudes caribéennes, «*Les mouvements sociaux en Martinique dans les années 60 et la réaction des pouvoirs publics*», 2012, Laurent Jalabert, 2012, <https://etudescaribeennes.revues.org/4881>

2 Georges Gratiant, «*Discours sur les trois tombes*».

3 Lettre citée dans le livre de Claude Gabriel et Vincent Kermel, «*Nouvelle-Calédonie - La révolte kanake*» (La Brèche, 1985).

Les enfants de la Creuse

Dans le cadre du Bumidom, Michel Debré a ordonné que les mineurs orphelins soient envoyés vers la France. Plus de 1600 enfants ont ainsi été transférés, pour repeupler les campagnes dans 64 départements, dont la Creuse, d'où le nom d'«*enfants de la Creuse*». Certains ont été adoptés, d'autres placés en foyer, au couvent, à gages pour travailler dans les champs. Les conditions étaient horribles. Ivan Jablonka, auteur d'un ouvrage sur le sujet¹, témoigne: «*historien de l'enfance orpheline, j'ai rarement été confronté à tant de souffrances. Dans les archives, on trouve des cas d'enfants de 12 ans qui font des tentatives de suicide, qui sont internés, tombent en dépression ou deviennent délinquants sans raison. On trouve des lettres désespérées qui supplient l'administration de rapatrier leurs auteurs à la Réunion. En vieillissant, alcoolisme, clochardisation, suicides sont monnaie courante.*» Pour être transférés, les enfants devaient être immatriculés comme «*pupilles de l'Etat*» et les parents, lorsqu'ils existaient, devaient renoncer à tout droit sur eux. On leur avait fait miroiter monts et merveilles: que leur enfant deviendrait médecin ou avocat, la France étant présentée comme un eldorado. Les services sociaux affirmaient aux parents que leurs enfants re-

viendraient pour les vacances, ce qui était un pur mensonge. En réalité, ces immatriculations obligatoires ont été effectuées sous la pression du chiffre imposée par Michel Debré. Lorsqu'il n'y eut plus assez d'orphelins, le pouvoir choisit les enfants qu'il estimait abandonnés, profitant de l'illettrisme des habitants pour leur faire signer d'un pouce des actes d'abandon, quand ceux-ci n'étaient pas simplement falsifiés. Des années plus tard, des adultes qui se croyaient orphelins découvrirent qu'ils avaient toujours une mère, un père ou une fratrie à la Réunion.

Cette histoire a été ignorée jusqu'en 2000, quand un de ces enfants, Jean-Jacques Martial, a porté plainte contre l'Etat pour «*enlèvement et séquestration de mineur, rafle et déportation*». En 1966, à l'âge de sept ans, il fut arraché à sa grand mère, déporté en France, maltraité et abusé sexuellement par sa famille d'accueil. Son livre *Une enfance volée* raconte les gosses qui fuyaient, petits valets de ferme exploités fuyant l'esclavage moderne, et les patrouilles avec les bergers allemands pour les rattraper. Les témoignages ont alors afflué. Ce n'est qu'en 2014, le 18 février, que l'Assemblée nationale a voté une résolution mémorielle reconnaissant la responsabilité morale de l'Etat français dans cette affaire.

R. V.

1 «*Enfants en exil - Transfert de pupilles réunionnais en métropole (1963-1982)*», Seuil, 2007.

Pourquoi les révolutions « arabes » ont-elles à ce point reculé ?

PAR BERTOLD DU RYON

Comment l'espoir, largement partagé au-delà des frontières nationales ou continentales, s'est-il (provisoirement) transformé en dépit voire en effroi ? Telle est la question que beaucoup d'observateurs et observatrices ont formulée à propos de l'évolution politique dans les pays arabes ou arabophones depuis 2011, année de révoltes et d'euphorie largement partagée au niveau international. Six ans après le point culminant des révoltes qui s'étaient étendues du Maroc jusqu'à Bahreïn et Oman, un changement progressiste, démocratique et social ne s'est pas produit.

L'intellectuel et fin observateur du monde arabe, Gilbert Achcar, qui avait déjà publié en 2013 *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, se penche dans un nouveau livre sur les changements et les tensions qui travaillent la région « arabe » depuis plusieurs années.

Dans un premier temps et à titre d'introduction, il met – rétrospectivement et pour l'avenir – en garde contre les mauvaises postures qui empêchent de percevoir la réalité des mouvements à l'œuvre dans cette partie du monde. Deux fausses attitudes générales se font face. D'un côté, on trouve une vision essentialisante, culturaliste, qui estime que la culture et/ou la religion des peuples (majoritairement) constituent en soi un obstacle à tout progrès, l'islam étant incompatible avec les Lumières et la démocratie. Une telle vision a imprégné bon nombre d'esprits avant 2011 (Gilbert Achcar cite à titre d'exemple des écrits de Samuel Huntington et surtout de Francis Fukuyama)... mais s'est trouvée largement balayée par les changements brusques survenus pendant ces quelques mois de 2010 et 2011.

Il s'est alors développé un autre discours, en apparence diamétralement opposé, mais qui est tout aussi faux, nous rappelle l'auteur. Faisant mine de reconnaître dans les mouvements à l'œuvre dans les pays de langue arabe, la répétition d'une tendance observée ailleurs – un prétendu mouvement général « de démocratisa-

tion », qui tendrait vers la démocratie de type « occidentale » et libéral, que ce soit en Amérique du Sud dans les années 1980 ou en Europe de l'Est entre 1989 et 1991 –, de nombreuses voix prédisaient alors un changement de régime rapide. Cette vision, largement faussée, a été démentie par les faits dans toute une série de pays, de l'Égypte à la Syrie, de la Libye à Bahreïn.

Gilbert Achcar nous explique pourquoi : selon lui, le changement survenu dans les pays de l'ancien bloc soviétique était nettement plus superficiel – donc aussi plus rapide – que celui qui, seul, semble possible dans la majorité des pays arabes. Dans les États de l'ancien « socialisme réel », le pouvoir étatique se trouvait entre les mains d'un groupe social « dominé non par des classes possédantes, mais par des bureaucrates de parti et d'État, c'est-à-dire des fonctionnaires. L'immense majorité de ces bureaucrates – notamment au bas de la pyramide – pouvaient envisager de conserver leur emploi ou d'en trouver un autre, et même d'améliorer leur pouvoir d'achat avec le passage au capitalisme de marché, tandis qu'une partie importante des membres des échelons supérieurs pouvaient envisager de se transformer en entrepreneurs capitalistes, en tirant partie de la privatisation de l'économie. » (p. 21-22)

DES ETATS « PATRIMONIAUX » ET RENTIERS

Rien de tel ne s'observe dans la plupart des pays arabes. Ici, dans le cadre d'États que l'auteur définit comme « patrimoniaux ou néo-patrimoniaux », c'est souvent un groupe défini par une appartenance familiale élargie ou des « liens du sang » qui s'accapare le pouvoir et les richesses. Par ailleurs, la majorité des pays arabes – mais pas tous – constituent des États rentiers, autrement dit, qui bénéficient de la monopolisation des recettes parvenant de l'exportation d'une matière première du sous-sol. Dans un tel contexte, pour l'élite au pouvoir, son maintien à la tête de l'appareil d'État est une question de vie ou de mort sociale : en cas de chute du régime en place, elle risque de perdre au

moins ses privilèges.

Il était donc totalement illusoire, constate l'auteur, de s'attendre à un changement rapide, pacifique, quasiment consensuel et sans encombres dans la majorité des pays de la région. Si le processus révolutionnaire à l'œuvre depuis 2010/11 semble donc être retardé, traîner, connaître des revers, ce n'est pas une réfutation de son existence mais c'est au contraire...

logique, au vu du constat qui précède. En effet, il conserve des ennemis puissants, déterminés, mais surtout qui jouent leur survie en tant que groupe social favorisé. Or, poursuit Gilbert Achcar au long de son livre, le processus révolutionnaire ne fait pas face à un ennemi seul (la contre-révolution), mais à deux ennemis formant la « double contre-révolution ». Il s'agit d'un côté des élites au pouvoir qui ne veulent absolument pas céder leurs positions dominantes – appuyées sur leurs appareils sécuritaires dont le renforcement est justifié par un discours « antiterroriste » –, de l'autre côté de la pseudo-alternative radicale qui a pris la forme du mouvement islamiste. Celui-ci bénéficie d'une aura de « radicalité » en raison de son discours de confrontation « culturelle » avec les puissances dominantes – occidentales –, mais il n'a jamais remis en cause les modes de domination économique en vigueur (se référant d'ailleurs à des modèles coraniques qui valorisaient le monde commerçant).

Ces mouvements peuvent souvent s'appuyer – ajoute Achcar – sur le jeu de trois puissances disposant toutes de moyens considérables, en raison de leur statut d'État pétrolier : le royaume d'Arabie Saoudite, l'émirat du Qatar et la République islamique d'Iran (p. 24). La majeure partie du livre est constituée par des études de cas nationaux de l'évolution politique post-2011, insérées dans la grille d'analyse qui voit s'opposer d'un côté un mouvement populaire – dont les différentes composantes aspirent à une vie meilleure pour la majorité de la société – et de l'autre côté les deux faces de la contre-révolution. Cette configuration est dynamique dans le sens où les

deux versants de la contre-révolution tendent parfois à collaborer (contre le mouvement populaire et les intérêts sociaux de la majorité du peuple) dans une défense commune de l'«ordre» et du libéralisme économique, et parfois s'affrontent voire se combattent violemment. L'ensemble des troisièmes forces étant, dès lors, en quelque sorte pris en otage entre les deux mâchoires de la tenaille.

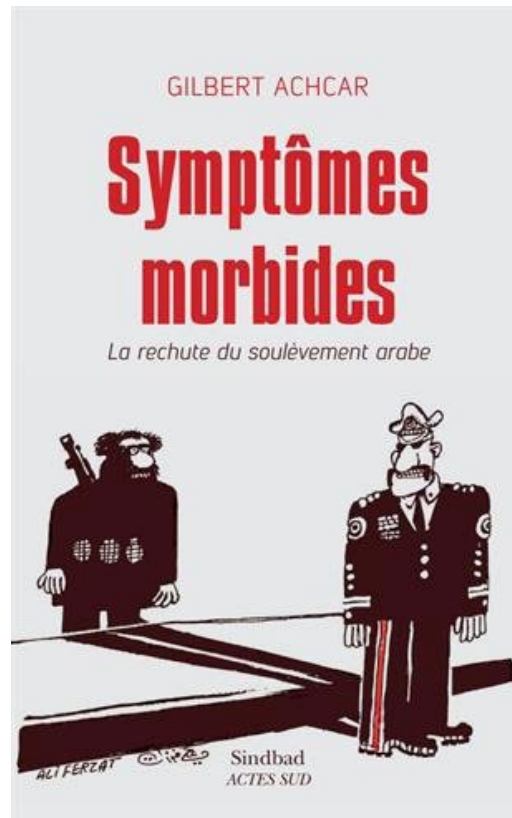
La partie centrale du livre est occupée par l'étude de deux cas, ceux de la Syrie (p. 35 à 109) puis de l'Égypte (p. 111 à 225). Dans le conflit syrien, l'acteur dominant reste le régime oppressif du clan Assad, auteur des pires abominations – de l'usage inflationnaire de la torture jusqu'aux «bombes-barils» lâchés sur des villes et des quartiers d'habitation –, appuyé sur la puissance militaire conjuguée de la Russie et de la dictature iranienne. Gilbert Achcar n'est pas partisan d'une intervention militaire des puissances occidentales... mais constate que les gouvernements de ces dernières ne le sont pas, non plus. «*Mais l'administration Obama est bel et bien intervenue en Syrie*» (p. 40) «*et de manière tout à fait décisive, en empêchant ses alliés régionaux [la Turquie et les pays du Golfe, NdlR] de livrer à l'opposition syrienne le type d'armes qu'il lui fallait, amplifiant ainsi le déséquilibre produit par l'intervention de la Russie et de l'Iran*».

Il est ici question d'armes de défense anti-aérienne de courte portée, qui auraient permis aux insurgés de se défendre face aux bombardements à basse altitude. Leur livraison avait été un temps envisagée par les puissances «sunnites» qui soutenaient la rébellion syrienne – ou des courants à l'intérieur de celle-ci –, mais elle s'est toujours heurtée au veto de la puissance nord-américaine. La raison en est une méfiance profonde envers la capacité de l'opposition syrienne de garantir une transition contrôlée et «raisonnable», de sauvegarder les intérêts des États-Unis et de ne pas heurter ceux de l'État voisin d'Israël.

DEUX FORCES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

Alors que l'acteur principal de la contre-révolution en Syrie est le régime en place, celui-ci s'est choisi un «ennemi préféré» (p. 54), en désignant les courants djihadistes d'Al-Qaïda, puis surtout de l'«État islamique» (Daech) au rang de prétendu ennemi numéro un. Or, «*le régime syrien ne combattra Daech que si, et dans la mesure où, il considère que cela*

améliore sa position dans son combat contre son ennemi principal : l'opposition majoritaire» (p. 66). Pour le reste, le conflit entre ces deux protagonistes est largement factice et relève plus de la «*collusion*» (page 64), accompagnée d'un partage provisoire et partiel du territoire. Concernant l'Égypte, nous nous borne-



Gilbert Achcar, «*Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe*», Sindbad – Actes Sud, 2017, 279 pages, 22 euros.

rons ici à reprendre un court résumé de la situation par l'auteur (p. 157-158) : «*La vague révolutionnaire qui débuta le 25 janvier 2011 a été rejointe peu après par la principale composante réactionnaire de l'opposition au régime en place, les Frères musulmans, avec laquelle les composantes progressistes – de gauche et libérales – avaient jusqu'alors établi une coopération malaisée (...). Cette première vague révolutionnaire fut détournée par les militaires le 11 février [2011, date de la démission de Moubarak – NdlR], au moyen d'un coup d'État conservateur destiné à préserver l'ancien régime avec le soutien des Frères musulmans. Les deux ailes de la contre-révolution (...) ont collaboré jusqu'à ce que l'influence croissante de l'aile intégriste islamique la conduise à dépasser la limite*», en faisant élire l'un de ses siens – Mohamed Morsi – à la présidence en 2012 puis en tentant de rogner l'influence des élites antérieures. Puis «*la*

seconde vague révolutionnaire fut détournée à son tour par les militaires le 3 juillet [2013, suite aux manifestations massives contre la présidence Morsi – NdlR], par un coup d'État réactionnaire.» La suite est marquée par le régime extrêmement répressif qui œuvre, depuis l'élection du président Sissi en 2014, à recouvrir le pays d'une chape de plomb.

Dans sa dernière partie, l'auteur discute brièvement des cas d'autres pays touchés par la vague des révoltes de 2011, dont le Yémen, la Libye mais aussi la Tunisie. Ce dernier cas montre l'exemple d'une coopération «pacifique» entre deux ailes contre-révolutionnaires, puisque depuis les élections de la fin 2014, le parti Nidaa Tounès – fondé en 2012 et oeuvrant de fait à une restauration, en tout ou partie, de l'ancien régime – gouverne en commun avec le parti islamiste En-Nahdha. Cette situation constitue un moindre mal, estime Gilbert Achcar, non pas en raison des résultats attendus du travail gouvernemental mais parce que cela empêche les forces populaires d'être prises en otage dans un pseudo-conflit entre ces deux acteurs contre-révolutionnaires ; et aussi, ajoute-il, parce que cela empêche la gauche tunisienne de s'allier avec l'un des deux contre l'autre, alors même qu'une partie du Front populaire fut tentée – lors des mobilisations contre le gouvernement alors dirigé par En-Nahdha en 2013 – de rentrer dans une alliance anti-islamiste avec Nidaa Tounès

(p. 241).

L'alliance entre les deux grandes forces contre-révolutionnaires, considère Achcar, est le scénario favori des États-Unis et de l'Union européenne ; mais, pour la raison précise qui précède, «*il se trouve que c'est aussi, de façon très inhabituelle, le meilleur scénario d'un point de vue progressiste*» (p. 245). Or, c'est à la gauche arabe, conclut Achcar, d'être porteuse d'espoir pour le futur, en agissant dans le sens des luttes sociales, démocratiques, pour les droits des femmes. «*La clé pour qu'un futur printemps arabe se transforme en printemps durable*», termine-t-il (p. 251), «*est la construction des directions progressistes résolument indépendantes qui ont jusqu'à présent cruellement manqué. Sans de telles directions, il sera impossible de renverser radicalement l'ordre sociopolitique afin d'en produire un nouveau*». □

Violences policières, violences politiques

PAR GUILLAUME VADOT



A Paris, le 8 novembre 2014. Photothèque rouge/JMB.

Les derniers mois, marqués par la grande expérience du mouvement contre la loi travail mais aussi par les affaires Adama Traoré, Théo Luhaka et maintenant Liu Shaoyo, font apparaître quelque chose de nouveau au sujet des violences policières. Alors que ces dernières servent classiquement (et continuent à servir) à mettre sous le boisseau le contenu politique des mobilisations, elles semblent désormais devenir aussi le support d'un phénomène politique, cristallisant des expériences de répression jusque-là éparses et directement alimenté par la crise plus générale de discrédit qui affecte les institutions démocratiques bourgeoises.

Est-ce la fin de la «civilisation des mœurs», cette thèse de Norbert Elias qui montre comment l'Etat moderne s'est construit en se présentant comme principe de «civilisation» pour légitimer son monopole des moyens de la violence, un ressort essentiel du soutien des couches moyennes à la puissance «publique»? Les dernières années ont en tous cas vu s'ouvrir des brèches au fondement même de cette construction idéologique. Avec les attaques de Charlie Hebdo, de l'Hypercacher ou du Bataclan, la guerre – cette politique permanente de l'impérialisme français – s'est importée en plein Paris. La réponse de l'Etat, stigmatisant les musulman-e-s, rendant l'état d'urgence permanent, généralisant la surveillance, déployant l'armée dans nos rues,

interdisant ou militarisant les manifestations, n'a fait qu'accélérer l'expérience et reculer le consensus dans plusieurs secteurs de la société.

On assiste à une adaptation concrète de la police à ce contexte de moindre consensus. Bien plus, d'ailleurs, qu'à une autonomisation de cette dernière, même si les manifestations de l'automne dernier, comme l'emprise du vote FN, témoignent de la subjectivité politique qui règne souvent dans ses rangs. Adoptée le 16 février dernier, la «loi sur la sécurité publique» est venue assouplir encore les règles de légitime défense pour les policiers, et alourdir les peines pour «outrage à agent», le prétexte le plus utilisé pour justifier les violences. Dans le même temps, un nouvel arsenal, plus offensif, est en train d'être livré aux BACs et aux PSIGs, ces corps spécialisés dans la répression des quartiers populaires et des zones péri-urbaines, mais de plus en plus aussi des manifestations. C'est la continuité d'une lente évolution, depuis l'apparition du flashball puis du taser dans la seconde moitié des années 1990. Mais aussi de nouvelles pratiques, comme la nasse, expérimentée en 2010 et devenue une habitude pour les manifestants de 2016.

La commotion créée par l'affaire Théo, ou aujourd'hui par le meurtre de Liu Shaoyo, mais aussi la rue, les collectifs militants, les réseaux sociaux ou encore le renou-

veau du rap contestataire attestent d'un phénomène politique mobilisateur autour des violences policières. Et logiquement, la discussion s'ouvre sur les solutions. Hamon et Mélenchon veulent ainsi relancer la police de proximité. Tous deux promettent plus de moyens, Mélenchon insistant sur la formation des policiers. Tout cela ressort d'une logique qui est pourtant précisément celle qui est battue en brèche par la politisation en cours, comme si, au motif de la lutte contre la décomposition sociale, il fallait neutraliser à nouveau le rapport aux institutions des classes dominantes.

La mise au jour des violences policières invite au contraire à se pencher sur les coordonnées structurelles du capitalisme français. «Nous ne condamnons pas la classe dirigeante et son appareil d'Etat pour des crimes qui auraient pu ne pas être commis mais, tout au contraire, pour des crimes qu'ils ne pouvaient pas ne pas commettre», écrivait Sartre¹ sur la répression, pour déboucher sur une conclusion qui s'oppose autant à la promotion d'une réforme illusoire de la police qu'à la logique antipolitique du pur affrontement: «notre combat est politique», au sens où il ne peut que s'inclure dans une lutte d'ensemble contre les classes dominantes et où il nécessite un programme pensé pour unifier celles et ceux qu'elles répriment. □

¹ Jean-Paul Sartre, «Il n'y a pas de bon gaullisme», *Le Nouvel Observateur*, 4 novembre 1968.